

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1969

THÈSE

N° 152

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR
Gabriel LORET

Né le 10 février 1935 à Ravières (Yonne)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT LE

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT
DE LA MÉDECINE LÉGALE A PARIS.

Président : Monsieur L. DEROBERT, Professeur.

ÉDITIONS A.G.E.M.P. 40 RUE PASCAL PARIS

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1969

THÈSE

N°

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

Gabriel LORET

Né le 10 février 1935 à Ravières (Yonne)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT LE

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT
DE LA MÉDECINE LÉGALE A PARIS.

Président : Monsieur L. DEROBERT, Professeur.

ÉDITIONS A.G.E.M.P. 40 RUE PASCAL PARIS



PROFESSEURS HONORAIRES :

MM. Alajouanine (T.), Bénard (H.), Bernard (E.), Binet (L.), Bulliard (H.), Cathala (J.), Chabrol (E.), Chailley-Bert (P.), Cheymol (J.), Debré (R.), Fey (B.), Galliard (H.), Gaudart d'Allaines (F. de), Gennes (L. de), Giroud (A.), Hazard (R.), Heuyer (G.), Laroche (G.), Lavier (G.), Lelong (M.), Lévy (M^{lle} J.), Lévy-Solal (E.), Lian (C.), Marchal (G.), Mathieu (P.), Monod (R.), Moreau (R.), Moulouquet (P.), Pasteur Vallery-Radot, Petit-Dutaillis (D.), Piédelièvre (R.), Quénu (J.), Renard (G.), Senèque (J.), Strohl (A.), Tanon (L.), Verne (J.).

DOYEN Georges BROUET.

1^{er} ASSESSEUR } Daniel BARGETON

2^e ASSESSEUR } Jean GOSSET

I. — PROFESSEURS**1^o CHAIRES DE SCIENCES FONDAMENTALES****a) Professeurs titulaires :**

MM.

Anatomie	DELMAS (A.)
—	HUARD (P.)
Anatomie et cytologie pathologiques	DELARUE (J.)
Anesthésiologie	VOURC'H (G.)
Bactériologie et virologie	TOURNIER (P.)
Biochimie médicale	JAYLE (M.-F.)
—	POLONOVSKI (J.)
—	DESGREZ (P.)
Biologie appliquée à l'Education physique et aux Sports	MALMEJAC (J.)
Biologie médicale	FAUVERT (R.)
Biophysique médicale	BUGNARD (L.)
—	DOGNON (A.)
—	DJOURNO (A.)
Cancérologie expérimentale	MATHÉ (G.)
Chimie pathologique	SCHAPIRA (G.)
Génétique fondamentale	LEJEUNE (J.)
Histoire de la médecine et de la chirurgie	GOURY (Ch.)
Histologie et Embryologie	TUCHMANN-DUPLESSIS (H.)
—	COUJARD (R.)
Hygiène et médecine préventive	BOYER (J.)
Médecine du Travail	DESOILLE (H.)
Médecine légale, Droit médical et déontologie	DEROBERT (L.)
Microbiologie (Bactériologie et virologie)	FASQUELLE (R.)
Parasitologie	N...
Pathologie chirurgicale	LAURENCE (G.)
—	KUSS (R.)
—	VERNE (J.-M.)
Pathologie exotique	BRUMPT (L.-C.)
Pathologie expérimentale et comparée	MERKLEN (F.-P.)
Pathologie médicale	LAROCHE (Cl.)
—	BRICAIRE (H.)
—	PÉQUIGNOT (H.)
Pathologie respiratoire	TURIAF (J.)
Pathologie et thérapeutique générales	MAURICE (P.)
Pharmacologie	BOISSIER (J.-R.)
—	LECHAT (P.)
Physiologie	BARGETON (D.)
—	PARROT (J.)
Physiologie et pathologie obstétricales	LEPAGE (F.)
Radiologie médicale	DESGREZ (H.)

Technique chirurgicale et Chirurgie expérimentale	MM. N...
Thérapeutique	LAMOTTE (M.)
Thérapeutique appliquée	N...

b) Professeurs à titre personnel :

Anatomie	CABROL (Ch.)
Anatomie anthropologique	OLIVIER (G.)
Anatomie pathologique	NEZELOF (Ch.)
Bactériologie	BARBIER (P.)
Biochimie médicale	DREYFUS (J.-Cl.)
Biologie médicale	BOURLIÈRE (F.)
Parasitologie	LARIVIÈRE (M.)
Pathologie expérimentale	LOEPER (J.)
Physiologie	{ DEJOURS (P.) SCHERRER (J.)
	{ KELLERSHOHN (L.) GOUGEROT (L.)
Physique médicale	{ ROUCAYROL (J.-Cl.) TUBIANA (M.)
Radiologie médicale	FISCHGOLD (H.)

2° CHAIRES DE SCIENCES CLINIQUES

a) Professeurs titulaires :

	MM.
Clinique carcinologique	DENOIX P.
Clinique carcinologique chirurgicale (Necker)	REDON (H.)
Clinique cardiologique (Broussais)	SOULIÉ (P.)
— — (Boucicaut)	LENÈGRE (J.)
Beaujon	LORTAT-JACOB (J.-L.)
—	BAUMANN (J.)
Cochin	LEGER (L.)
Cliniques chirurgicales.	PATEL (J.)
Hôtel-Dieu	GOSSET (J.)
Saint-Antoine	SICARD (A.)
Salpêtrière	OLIVIER (Cl.)
Tenon	MERLE d'AUBIGNÉ (R.)
Clinique chirurgicale orthopédique et traumatologique (Cochin)	PADOVANI (P.)
— — — (Foch)	CAUCHOIX (J.)
— — — (Beaujon)	FÈVRE (M.)
Clinique de chirurgie infantile et orthopédique (Enfants-Malades)	DUBOST (Ch.)
Clinique de chirurgie cardio-vasculaire (Broussais)	MATHEY (J.)
Clinique de chirurgie thoracique (Laennec)	DUPERRAT (F.)
Clinique dermatologique (Saint-Louis)	DECOURT (J.)
Clinique endocrinologique (Pitié)	LAMY (M.)
Clinique de Génétique médicale (Enfants-Malades)	HUGUIER (J.)
Clinique chirurgicale et gynécologique (Broca)	DEGOS (R.)
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques (Saint-Louis)	TURPIN (R.)
Clinique des maladies des enfants (Enfants-Malades)	MOLLARET (P.)
Clinique des maladies infectieuses (Claude-Bernard)	DELAY (J.)
Clinique des maladies mentales et de l'encéphale (Sainte-Anne)	BERNARD (J.)
Clinique des maladies du sang (Broussais)	CASTAIGNE (P.)
Clinique des maladies du système nerveux (Salpêtrière)	DEPARIS (M.)
Bicêtre	MILLIEZ (P.)
Broussais	N...
Cochin	BARIÉTY (M.)
Cliniques médicales	DREYFUS (G.)
Hôtel-Dieu	CONTE (M.)
Pitié	KOURILSKY (R.)
Saint-Antoine	BOUDIN (G.)
Saint-Antoine	
Saint-Antoine	

II. — PROFESSEURS SANS CHAIRE

	MM		MM.
Anatomie pathologique . . .	GOUYER (Ch.)	Maladies infectieuses . . .	DUPONT (V.)
Bactériologie	CHRISTOL (D.)	Neuro-psychiatrie	TARDIEU (G.)
Biochimie médicale	{ CARTIER (P.) GONNARD (P.) NORDMANN (J.)	Pédiatrie	ROSSIER (A.)
Biologie médicale	HARTMANN (L.)	Physique médicale	{ COURSAGET (J.) GREMY (F.)
Chirurgie	CERBONNET (G.)	Physiologie	GIRARD (Fr.)
Hématologie	BILSKI-PASQUIER (B.)	Stomatologie	CHAPUT (M ^{me} A.)

III. — PROFESSEURS DÉTACHÉS DANS LES UNIVERSITÉS ÉTRANGÈRES

Bactériologie	HAUDUROY (P.) Pr. s. ch.
Pathologie chirurgicale	RUDLER (J.) Pr. s. ch.

IV. — PROFESSEURS ASSOCIÉS

Hormonologie	MORICARD (R.)
Statistique médicale et épidémiologique . . .	SCHWARTZ (D.)

Secrétaire général de la Faculté	M. LENA (J.)
Conseiller administratif	Mlle CHAINTREUIL (G.)
Conservateur en Chef de la Bibliothèque . .	{ M. le Docteur HAHN (A.)
Conservateur du Musée d'Histoire de la Médecine	
Conservateurs	{ Mlles DUMAITRE (P.), LAURENT (H.), LE NOIR (G.)
Bibliothécaires	{ Mmes CONTET (J.), FORGET (F.), Mlles DUROZOY (M.-F.), ROBERGE (D.), Dr SCHILLER (J.)

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

- A ma Femme.

En témoignage de mon amour.

- A mes Parents.

En remerciement de leur patience et de leurs
sacrifices.

- A mes Soeurs, à ma Fille.

- A toute ma Famille.

- A tous mes Amis.

A Monsieur le Professeur Léon DEROBERT.

Professeur titulaire de la Chaire de Médecine Légale
Droit Médical et Déontologie de Paris.
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Qui nous fait le très grand honneur
d'accepter la présidence de cette thèse.

En hommage de gratitude et de profond
respect.

A Madame le Docteur S. SCHAUB.

Chef de Travaux à la Chaire de Médecine Légale.

Droit médical et Déontologie de Paris.

Chargée de Cours de Médecine Légale, Droit Médical.
et Déontologie à la Faculté de Médecine d'Amiens.

A Madame le Docteur J. ACCARD.

Licenciée en Droit.

Qui ont bien voulu nous guider dans
l'élaboration de cette thèse.

En témoignage de toute notre gratitude.

A tous mes Professeurs de la Faculté de Médecine de Paris.

Pour l'enseignement qu'ils m'ont prodigué.

A Monsieur Le Professeur Guy GRAND.

En témoignage de profond respect et en
remerciement de la confiance qu'il m'a toujours
accordé.

A Messieurs les Docteurs :

- Jacques CAUVIN
- Pierre CHARON
- René LEGER
- Pierre ROGER.

Qui surent me transmettre le goût de l'observation
clinique.

I N T R O D U C T I O N

"L'objet de la médecine légale est l'étude des relations immédiates ou lointaines qui peuvent exister à l'occasion de certaines instances juridiques entre les faits médicaux ou biologiques et des textes législatifs ou réglementaires". Elle joue le rôle de trait-d'union entre le droit et la science. Elle est l'application de la médecine à des questions juridiques pour tenter de les élucider ou de les résoudre. Tout au long de l'histoire des hommes et du droit apparaît le médecin sollicité par le juriste afin de lui donner un avis éclairé à propos de problèmes médicaux. Pourtant le médecin ne recevait aucune formation particulière pour lui permettre de répondre à ces problèmes.

Au XVI^e siècle Ambroise Paré écrivant "Les juges décident selon qu'on leur apporte" mettait déjà l'accent sur la nécessité d'instruire le jeune médecin pour lui permettre d'être un auxiliaire efficace de la justice. Mais il fallut attendre la Révolution Française de 1789 pour que le législateur décide de rendre obligatoire l'enseignement de la médecine légale pour tous les médecins par le décret de la Convention du 14 Frimaire an III (1794). Il désirait que chaque médecin sollicité par l'autorité publique puisse apporter un avis éclairé sur des faits particuliers.

Actuellement la connaissance de la médecine légale s'impose à tout médecin du fait de l'application de certaines lois.

- Loi du 11 Juillet 1938 sur la réquisition des personnes applicable à tous les citoyens.

- Article 60 du code de Procédure Pénale. Tout médecin peut être réquisitionné. "S'il y a lieu de procéder à des constatations qui ne peuvent être différées, l'officier de la Police judiciaire à recours à toutes personnes qualifiées".

Article L 367 (décret du 11 Mai 1955) du code de la Santé Publique.

"Tout docteur en médecine est tenu de déférer aux réquisitions de l'autorité publique".

Ainsi tout médecin, même non compétent en médecine légale, peut devenir auxiliaire de la justice pour faire une autopsie, pour donner son avis en différentes situations, (blessures par armes blanches, par armes à feu, violences sexuelles, état mental d'un individu). De plus il pourra être appelé à la barre d'un Tribunal ou d'une Cour d'Assises comme témoin ou comme expert. En tant qu'auxiliaire occasionnel de la justice et rouage important de la société, il doit connaître les lois qui la régissent ainsi que celles de sa profession, (certificats médicaux, lois de la sécurité sociale, lois sur les accidents du travail).

Un exemple simple est donné par l'importance extrême de la rédaction d'un certificat pour coups et blessures volontaires par le médecin traitant ; car la durée de l'incapacité temporaire totale accordée par le praticien au blessé va engager l'avenir du tiers responsable.

En effet en cas de blessures volontaires ayant entraîné un arrêt de travail de moins de huit jours, l'affaire sera jugée par un tribunal de simple police et sanctionnée par une contravention. Pour plus de huit jours d'incapacité totale le tribunal correctionnel est compétent pour infliger une peine d'amende ou d'emprisonnement portée au casier judiciaire.

L'Enseignement de la médecine légale doit fournir à tout médecin quelle que soit son orientation, sa spécialisation, les rudiments de médecine légale qui lui sont indispensables pour devenir un auxiliaire de l'autorité publique et l'instruire de son rôle dans la société. De plus cet enseignement va servir à former une catégorie de médecins compétents en médecine légale qui deviendront des médecins experts auprès des Tribunaux.

Contrairement à l'opinion de beaucoup, même parmi les médecins la médecine légale n'est pas une spécialité mineure, la seule médecine des morts. L'activité du médecin légiste ne consiste pas seulement à pratiquer des autopsies. Il examine aussi des malades et des blessés.

Le domaine médico-légal est vaste et comprend :

I - La Médecine légale Judiciaire ou Criminelle.

divisée elle-même en de nombreuses branches (classification du Professeur SIMONIN).

a - La médecine légale traumatologique

- les asphyxies mécaniques
- la pendaison
- la suffocation
- la strangulation
- la submersion
- l'infanticide
- les sévices envers les enfants
- les plaies par armes blanches
- les plaies par armes à feu, etc...

b - la médecine légale sexuelle

- les attentats aux mœurs
- les attentats à la pudeur
- le viol
- les anomalies et perversions sexuelles
- l'avortement criminel et thérapeutique
- les recherches de la paternité, etc...

c - la médecine légale toxicologique.

- les empoisonnements
- les intoxications par l'oxyde de carbone, les barbituriques
- l'alcool, les cyanures, l'arsenic, le plomb, le mercure
- la strychnine, les stupéfiants etc...

d - la médecine légale thanatologique

- étude de la mort, sa date
- la mort subite et suspecte
- le suicide, l'homicide etc...

e - la médecine légale criminalistique

Identification du vivant et du cadavre par le squelette, les dents, les ongles, les cheveux, le sang, le sperme, les empreintes digitales etc...

II - La Médecine légale Civile où l'expert sera chargé d'apprécier les séquelles de maladies ou d'accidents, afin de permettre une juste réparation du dommage corporel.

III - Le Droit Médical réglementant l'exercice de la profession médicale en établissant les droits et les devoirs des médecins en regard des textes législatifs et réglementaires en vigueur.

IV - La déontologie Médicale ou morale professionnelle, concernant les devoirs des médecins envers les malades, la société, leurs confrères et les membres des professions para-médicales.

V - La médecine légale Psychiatrique séparée à présent de la médecine légale ; partie très délicate où le médecin expert doit déterminer si un individu était en démente lors de la commission d'un délit ou d'un crime et devra être considéré comme responsable ou non de son acte.

Le médecin légiste doit donc connaître la médecine légale, les textes de lois, les règlements, les dernières découvertes médicales afin de pouvoir interpréter correctement tous les résultats des examens complémentaires qu'il demandera pour établir un diagnostic médico-légal et renseigner l'autorité publique sur des faits médicaux. Essayons à présent de définir le rôle du médecin légiste en établissant un parallèle avec celui du médecin praticien.

L'Expertise médico-légale est un acte grave :

Pour le responsable car les conclusions de l'expert peuvent engager son honneur, sa liberté, voire sa vie ou encore ses intérêts financiers. (Amendes).

Pour la victime d'un accident, car la fixation du taux d'incapacité permanente partielle déterminera le montant de sa rente avec les implications sociales, familiales et personnelles que cela conditionne.

Pour la justice : une juste décision peut-être compromise par une expertise médicale et comme disait MAZEL :

"De la qualité de l'expertise dépend en une large mesure la qualité, l'équité du jugement".

Le rôle du médecin praticien est d'une toute autre nature. Son acte médical comporte un examen clinique en vue de l'établissement d'un diagnostic, d'une thérapeutique et d'un pronostic. L'acte médico-légal est amputé de toute thérapeutique. La mission du magistrat le limite à un avis technique, après avoir corrélié les résultats fournis par l'examen clinique, les examens complémentaires, l'étude des antécédents et commémoratifs, les incidences socio-économico-professionnelles de l'état séquellaire. Le médecin légiste a abandonné la plus belle partie de sa profession : la thérapeutique. Il n'éprouvera jamais la joie d'avoir participé au rétablissement d'un malade, mais il sait que son rapport influera sur la liberté, la vie parfois et dans tous les cas l'honorabilité d'autrui.

Le médecin praticien observe la vie menacée. Il est le témoin de la souffrance actuelle d'autrui mais le malade qui confie sa vie entre ses mains est de bonne volonté, désireux de l'aider dans son rétablissement. Il opère dans l'intimité de son cabinet, seul avec un malade qui le choisit librement. Rien ne sera dévoilé de ces relations entre le médecin et le malade. L'acte médical est sanctionné par une thérapeutique, qui, si elle s'avère inopérante peut-être changée. Le malade non satisfait de son médecin a la possibilité de se confier à un autre praticien.

Bien différente est l'activité du médecin légiste chargé par l'autorité publique en tant que membre de la société renseigné sur les problèmes médicaux de donner un avis technique. Il doit examiner des malades ou des individus qui ne l'ont pas choisi mais lui sont imposés. Les victimes d'agression ou d'accident se présenteront à lui avec méfiance, avec des préoccupations de vengeance ou d'intérêt. Devant un inculpé il ne devra pas se lais-

ser guider par la passion, même s'il s'agit d'un crime particulièrement affreux. Il doit opérer au grand jour, rédiger un rapport officiel et écrit, déposer enfin à la barre. Son opinion doit être justifiée, soutenue, étayée. Le Magistrat attend de lui une démonstration. Il devra ensuite défendre son opinion publiquement - opinion qui sera contestée par la défense qui tentera de jeter le doute sur son expertise, ses conclusions, sa compétence. Il n'est pas inhabituel de voir des médecins experts qualifiés et compétents quitter bafoués le Prétoire.

La pratique de l'expertise médico-légale est complexe. Ce n'est pas seulement un examen clinique. Le praticien analyse un état actuel et essaye de poser un avis pronostic. L'établissement du diagnostic est basé sur un état pathologique présent à l'aide de l'examen clinique et des examens complémentaires. Le médecin légiste intervient lorsque la cause initiale a disparue et il va essayer de la retrouver. Cette cause n'est représentée que par ses séquelles, traces, indices, lésions qui lui ont survécu et son restées gravées sur le corps. Il va utiliser ces indices pour établir les circonstances et leurs conditions étiologiques. Il procède à la reconstitution d'une histoire à l'aide de ses constatations et des renseignements qui lui sont fournis (rapports, enquête, dossiers médicaux, clinique et para-clinique) pour élucider une mort suspecte, éliminer un crime par exemple. Il pratique une médecine à posteriori. Il doit faire preuve :

- d'objectivité dans l'analyse des preuves matérielles, des résultats de l'examen clinique, des examens complémentaires et dans l'interprétation des faits.
 - de réflexion afin de donner aux faits leur valeur exacte.
 - de jugement afin d'appréhender les relations existant entre toutes ces données. Il doit tenir compte de dimensions extra-médicales pour donner un avis technique aussi précis que possible.
 - d'impartialité et de prudence enfin dans ses conclusions.
- Brouardel écrivait : "La qualité majeure de l'expert n'est pas l'étendue de ses connaissances mais la notion exacte de ce qu'il sait et de ce qu'il ignore".

Actuellement l'accroissement considérable de la circulation automobile et des accidents qui en découlent, l'augmentation et la modernisation des moyens mécaniques mis au service de l'homme, le développement de l'assurance sous toutes ses formes ont obligé le législateur à se pencher sur les conséquences des dommages survenus à l'homme du fait des machines et à envisager leur réparation. Le médecin expert voit son activité dominée par le problème de la réparation juridique du dommage corporel.

Depuis l'époque Sumérienne l'appréciation de la réparation du dommage corporel préoccupa les hommes. Sommairement et à titre documentaire nous citerons :

La Loi d'UR NAMMU écrite en sumérien datée de 2050 avant Jésus-Christ. C'est le plus ancien barème d'invalidité.

Le Code d'HAMMOURABI gravé en accadien daté de 1750 avant Jésus-Christ. Il concerne tous les aspects de la vie civile et la réparation du dommage physique en faisant la différence entre l'homme libre et l'esclave.

La loi de Moïse, plus connue sous le nom de "Loi du Talion" chapitre XXI de l'exode V.18 et suivants ; connue sous les titres hébraïques de Nezihim et de Rhalabah, elle comprend l'analyse du dommage, de la douleur, de la guérison, du chômage, du préjudice moral.

En Grèce Antique, on distinguait le dommage involontaire et volontaire réparé doublement. Platon dans "Les Lois" fut le premier à évoquer l'importance du préjudice esthétique. De même la Grèce institua l'aide aux invalides supportée par l'ensemble de la collectivité.

A Rome, Justinien avec la loi Aquilia, réunit, codifie, promulge des textes qui montrent comment était envisagée la réparation du préjudice corporel. On appréciait l'état du blessé, sa qualification professionnelle, les frais médicaux entraînés par l'accident, l'incapacité temporaire totale et l'incapacité permanente partielle.

En France malgré les capitulaires de Charlemagne le droit reste coutumier tout en se modernisant. Seuls les crimes et les délits étaient indemnisés. Il faudra attendre le législateur révolutionnaire pour trouver en 1804 l'article 1382 du code civil.

"Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il arrive à le réparer".

Le but que nous nous sommes proposé dans ce modeste travail est d'étudier l'évolution de la médecine légale et de son enseignement en France, plus particulièrement à Paris. Nous procéderons en trois chapitres distincts mais complémentaires.

Tout d'abord nous ferons un bref historique de l'évolution générale de la médecine légale en France du Moyen-Age à nos jours pour mieux saisir les progrès effectués par cette discipline au cours des siècles. En effet il n'existe aucun parallélisme entre l'évolution du droit et de la science. La science poursuit une course accélérée dans l'inconnu sans se soucier de l'homme. Le droit qui a pour mission de réaliser l'ordre public ne peut accepter les découvertes scientifiques aussi rapidement que la médecine. Il doit prévoir les perturbations possibles des découvertes scientifiques sur l'homme tant au point de vue physique, que moral, social ou matériel. Malgré le modernisme dont peut être empreint le législateur, le droit conserve un caractère suranné. La médecine légale sert de trait-d'union entre la science et le droit.

Le second chapitre sera consacré à une description rapide des dépôts mortuaires de Paris au cours des siècles. Les conditions de travail de nos prédécesseurs méritent une description minutieuse pour mieux comprendre combien grand fut leur mérite, leur dévouement, leur curiosité intellectuelle, leur rôle de chercheurs. C'est dans des conditions inhumaines et indécentes qu'ils firent progresser les connaissances médico-légales.

Le troisième chapitre décrira plus spécialement l'Histoire de l'enseignement de la médecine légale à Paris depuis la fondation de la Chaire de médecine légale lors de la Révolution Française en l'an III jusqu'à nos jours. De théorique qu'il était à sa création, l'enseignement va se doubler de leçons pratiques, se modifier, se codifier, se reformer progressivement du fait de l'évolution des sciences. Les maitres de la médecine légale lui donnèrent un essor important et contribuèrent à son développement.

Premier Chapitre

Rappel Historique à propos de la Médecine légale en France.

L'histoire de la médecine légale se confond avec l'histoire de la médecine et celle du Droit. Elle les suit dans leur évolution, leurs progrès et leurs vicissitudes.

En France l'histoire de la médecine légale peut se subdiviser en deux grandes périodes.

I - Période Médiévale

Au cours du moyen âge, la médecine légale apparaît rudimentaire parallèlement à une législation elle-même très diverse qui s'inspire des textes sacrés et de coutumes plus ou moins barbares. La jurisprudence française suit le Droit romain qui apporte l'esprit de la Loi des Douze tables, de la loi Aquilia où suivent l'influence des doctrines d'Hippocrate et d'Aristote, le médecin est un auxiliaire discret de l'autorité publique.

De la période Gauloise à celle qui marqua la Renaissance du droit romain, il existe plusieurs modalités d'administration de la justice dans le royaume.

- Etaient appliquées soit :
- la législation romaine
- la législation franque ou germanique
- la législation ecclésiastique qui allait prendre un essor considérable.

En fait au-dessus de toutes ces législations planait le droit coutumier.

- La France était scindée en deux régions judiciaires

- 1 - une région nord coutumière, celle des Francs Ripaires et Saliens d'influence Germanique.
- 2 - une région sud ou romaine celle des Wisigoths. Le droit romain était utilisé, reconnaissant comme valable une preuve écrite alors que pour les Francs Saliens seules les épreuves ou ordalies étaient valables.

Ce sont l'apparition du duel judiciaire et l'indemnisation pécuniaire pour les crimes et les délits. On peut lire dans la Loi Salique "Si quelqu'un frappe un autre à la tête et que les os sortent, il payera quarante sous, pour chaque coup de bâton ou de poing sans effusion de sang trois sous" Le meurtre n'est pas puni, par contre l'avortement et l'infanticide sont sévèrement réprimés.

- Dans les deux régions on pose déjà le principe de la constatation du dommage.

Au VIIIe siècle Charlemagne prescrivit qu'en matière criminelle les juges devaient s'appuyer sur l'avis d'un homme de l'art. Mais à la division de son empire ces mesures furent vite oubliées, au profit des pratiques coutumiers.

XIIIe siècle

Dans le coutumier général de Richebourg au chapitre coutumier du duché de Normandie (1207-1245). Des "vues" ou visites ou vérifications étaient prévues "Veue d'hommes enlangueur, veue de mesfait, veue d'homme occis, de femme despucelée". Par contre dans d'autres régions il n'était pas nécessaire que l'accusé cité en justice soit visité par le médecin ou le chirurgien.

La cour de justice comporte trois juges qui s'adjoignent en plus un Fiscicien ou miege (mire, médecin) et un Serogien.

Si le cas est médical, le médecin doit voir le malade, lui tâter le pouls et voir son urine ; si le cas est chirurgical on montre la blessure au chirurgien. Leur avis est donné sous foi du serment.

A l'époque, c'est à la faveur du duel judiciaire que le médecin fut le plus souvent appelé en justice ; car celui qui fuyait sans raison valable le lieu du combat était deshonoré. On conçoit alors l'importance de la constatation de la maladie invoquée, vérifiée par un médecin assermenté.

Dans les régions où le droit écrit était appliqué on avait recours aux rapports médicaux. Les moines et les religieux s'intéressaient beaucoup aux questions médicales. Les juridictions ecclésiastiques de St Maur des Fossés, de Ste Geneviève, de St Germain des Prés sont restés célèbres. Il fallut les concils du XIIe siècle Reims 1131. Lotran 1139 ; Montpellier 1161 ; Tours 1163. Paris 1212 pour leur interdire l'étude et la pratique de la médecine.

Le Duel judiciaire fut interdit par St Louis et les preuves testimoniales furent remises en vigueur. Etienne Boileau Prévost de Paris rédigea le Règlement de la corporation des chirurgiens. La création de la charge de juré date de la même époque. Il nomma six Jurés responsables de la loyauté et la capacité des chirurgiens à qui il était interdit de donner des soins en secret à quiconque méritait d'être traduit en justice. N'importe qui pouvait alors être expert.

Le droit coutumier s'organise et le droit écrit s'édifie peu à peu. Le droit coutumier était surtout emprunté à la coutume de Paris. A Paris la justice était rendu par plusieurs juridictions.

- La justice du Roi (Parlement et Prévost de Paris au Chatelet).
- La justice de l'Evêque (Prévost et Bailli épiscopal)
- La justice de la marchandise de l'eau ou Municipalité Parisienne (Prévost des marchands et parloir aux bourgeois).

Malgré la complexité des organismes de justice en voit apparaitre pour la première fois en 1285, deux médecins au Parloir de Philippe le Bel, (maître Fouques de la Charité et Dudes), ils sont cinq en 1289).

A la fin du siècle une ordonnance accordée à un conseil "De six des meilleurs et des plus loiaux cyrurgiens de Paris, par le prevost de Paris lesquels ont juré sur sains, que eux bien et loyaument encercheront et examineront ceux qu'ils creront et cuideront qu'ils soient dignes d'ouvrer et n'en déporteront ne greèveront, ne par amour ne par haine. Et banderont par écrit les noms de ceux qui seront dignes et ceux qui ne sont pas dignes d'ouvrer".

En mai 1278. Des chirurgiens assermentés soit auprès du Roi, soit auprès du Maire et des citoyens de certaines villes sont désignés pour les vérifications judiciaires. Les lettres patentes de Philippe le Hardi et de Jean II en Avril 1350 le confirment.

Il ne faut pas oublier que la Bulle de Boniface VIII (1299) vouhait à l'excommunication "tous ceux qui extraient les viscères des corps des morts pour en faire un abus détestable, qui font bouillir inhumainement les corps morts et les privent ainsi de la couverture de leur chair.

A cette époque le Maire avait compétence illimitée au criminel. Il était assisté d'un Tabelion. Les sentences étaient exécutées par des sergents. L'expert était désigné parmi les praticiens. Cependant on désignait officiellement un chirurgien ou une sage femme (le mire ou la matronne jurés).

L'expert avait le droit de s'adjoindre un assistant qui cependant devait être chirurgien et non barbier et agissait sous la responsabilité du chirurgien juré après présentation au magistrat.

Parfois les barbiers étaient requis comme jurés dans certains cas spéciaux. En 1301 Interdiction fut faite aux barbiers de pratiquer la chirurgie sauf cas d'urgence. Charles V en 1372 les autorisa à panser les clous, bosses apostumes et plaies non mortelles. En 1423 nouvelle interdiction pour eux de pratiquer la chirurgie.

Jusqu'en 1670 ou des ordonnances réglèrent l' "art des rapports en Justice". Les Jurés, meiges ou matrones ne recevaient aucune instruction spéciale. Choisis parmi les plus respectables des membres de leur profession, ils devaient répondre dans les trois jours et verbalement aux questions posées. Ils examinaient le cadavre extérieurement, tataient les membres, regardaient les conduits et entrées du corps. Les questions posées lors d'un attentat contre une

personne étaient de savoir si la victime était "En Perilz hort de mort ou de mutilation d'un membre ou perte d'un organe". L'autopsie n'existait pas, ni la contre expertise.

XIVe, XVe, XVIe siècle.

Louis d'Anjou accorde à l'école de médecine de Montpellier en 1374 le privilège d'autopsier le corps d'un condamné à mort par an. Jusqu'à la fin du XVe siècle les rares dissections des supplicies permirent aux différentes facultés de médecine d'avoir un enseignement pratique de l'anatomie. Mais ce n'est en fait qu'à partir de XVIe siècle qu'en 1536 François 1er dans l'Edit de Valence, applicable à la Bretagne détermine les dispositions relatives "aux visitations" autopsies et rapports sous serment par barbiers chirurgiens et gens expérimentés" les textes précisent :

- le caractère impératif de l'intervention du médecin juré dans les procès criminels.
- la nécessité du recours à l'autopsie quand l'examen extérieur du cadavre est insuffisant pour éclairer le magistrat.
- l'obligation de fournir un rapport concluant nettement sur le lien existant entre la blessure et la mort.
- la prestation du Serment par le médecin juré.

Ce n'est donc qu'au XVIe siècle, que le médecin juré autopsiera les corps trouvés sur la voie publique, les assassinés, les suicidés, ou accidentés. Pour les attentats aux mœurs, et l'examen des femmes on s'adressait aux matrones jurées.

Relatons à présent quelques pratiques judiciaires curieuses. De 395 à 1610 exista, le Procès contre les morts : le médecin juré devait y assister car la mort n'éteignait pas l'action de la justice lorsqu'il s'agissait des criminels de lèse majesté humaine ou divine ; de la victime du duel judiciaire qui était considérée comme le coupable et des suicidés. Le procès n'avait cependant pas lieu pour les fous et les coupables de rébellion armée.

Si le procès se prolongeait trop longtemps on inhumait provisoirement le cadavre. Le médecin juré, après examen du cadavre, était chargé d'en extraire les viscères, de le remplir de poudre et d'asphalte, de le revêtir d'un linge spécial, et de le mettre en bière. Lors du procès, le cadavre récent conservé, le cadavre exhumé ou son effigie si la putréfaction était trop avancée était interrogé et son défenseur répondait pour lui. La condamnation prononcée, le châtement était infligé au cadavre. L'Amiral de Coligny le Pape Formose, et Jean Petit furent ainsi jugés et punis. S'il s'agissait d'un homicide, le médecin et le chirurgien devait saigner le cadavre devant le meurtrier inculpé. (On rapporte qu'Henri II fut saigné devant son fils Richard en 1189 ; Louis d'Orléans devant Jean Sans Peur en 1404).

A l'époque l'autorité publique recherchait la preuve par différentes méthodes.

Tout d'abord par le Serment : c'était le Jugement de Dieu qui se révéla bien vite insuffisant. On eu alors recours pour forcer l'aveu de l'inculté de le soumettre à la question préalable et aux tortures qui sous l'Inquisition avec Innocent III et Grégoire IX, demeurèrent de sinistre mémoire.

La question préalable fut ordonnancée par Louis XI en 1478, et elle resta en vigueur au XVe et XVIe siècle devant les Tribunaux civils et religieux.

- on faisait appel au médecin juré non pour éclairer la Justice, mais pour contrôler les tortures et se faire le complice efficace du bourreau. C'était l'emploi des pinces, des tenailles, des chevalets rougis au fer, du soufre fondu versé sur les corps, du feu sous les pieds. La célèbre épreuve de l'Estrapade consistait à faire absorber de force à l'accusé huit à quinze litres d'eau. Enfin la Cruentation des cadavres : le meurtrier présumé était mis en présence du cadavre nu. Il devait le regarder fixement, s'en approcher, l'appeler plusieurs fois à haute voix par son nom, en faire le tour, l'enjamber, porter les mains sur les plaies, les effleurer, et si au cours de toutes ces manoeuvres le sang coulait, l'accusé était considéré comme le meurtrier. Le rôle du médecin juré consistait hélas à guetter la gravité de l'état du supplicié, à arrêter le supplice en cas d'imminence de syncope et lui administrer force cordiaux pour permettre au bourreau de continuer son oeuvre.

L'autorité publique commence à se préoccuper des problèmes de la protection de l'enfance, de l'indissolubilité du mariage comme en témoignent la jurisprudence papale, et les conciles. L'expertise médicale devient importante. De cette époque date, l'Indécente Epreuve du Congrès. Le Congrès était l'examen des preuves de l'impuissance d'un époux dans le but d'annuler son mariage. Le médecin juré commis à un Congrès devait examiner le tempérament des conjoints, la conformation des parties génitales. Puis ceux-ci devaient avoir des rapports sexuels ensemble en présence d'une matrone expérimentée qui oignait les parties génitales d'un onguent approprié et rapportait ensuite fidèlement au médecin ce qu'elle avait vu et constaté.

Par la suite on désignait trois médecins, trois chirurgiens et trois matrones. Un simple rideau séparait le couple des témoins, tandis que les juges civils et ecclésiastiques attendaient dans une pièce voisine. Les matrones jurées déposaient un rapport séparé de celui des médecins.

Les médecins s'occupaient aussi des procès de sorcellerie. Procès contre les neufs démons : pour découvrir les démoniaques le médecin les reconnaissait grâce à des signes décrit par Baptiste Codronchis (signes digestifs, circulatoires, généraux) zones d'anesthésie que l'on recherchait au moyen de longues aiguilles plantées dans les muscles, les vaisseaux, les nerfs.

Les tribunaux s'occupaient aussi de nombreuses affaires de mœurs, en particulier, des affaires de bestialité qui étaient réprimées par le supplice du feu. L'animal subissait le même sort que l'accusé. C'est ainsi qu'en 1604, un savetier fut brûlé avec sa jument, en 1606, un pharmacien avec sa vache et en 1609 un autre avec une anesse.

Les médecins se sont élevés ultérieurement contre le ridicule de telles affaires. Une ordonnance de 1682 met fin au procès de Sorcellerie. L'administration de la justice de l'époque était contestable, nous pouvons nous demander quelle valeur accorder aux rapports des médecins jurés. Pourtant c'est au XVII^e siècle que naquit le premier médecin légiste français, Ambroise Paré (1509-1590). Son ouvrage traitant "Des rapports et des moyens d'embaumer les corps morts" parut en 1575. Toute la médecine légale y était déjà traitée "(les as-

phyxies, la pendaison, la submersion, les poisons, les traumatismes, les brûlures, les gelures, la fulguration, les délits sexuels, l'avortement, la mort subite, les simulations, les signes de la mort, l'autopsie, les rapports en justice". Dans cet ouvrage (le 27e) il écrivait. "Il reste à présent à instruire le jeune chirurgien à faire son rapport en justice lorsqu'il y sera appelé soit par la mort des blessés soit pour impotence". Il le met en garde contre les incertitudes de la médecine... parce que "Les Juges consultent et jugent selon qu'on leur apporte". Il mettait l'accent sur la dimension extra-médicale et sur la responsabilité qu'entraîne l'expertise judiciaire. Il eut de nombreux disciples dont les plus célèbres Guillemeau, Pignay, Pineau, continuèrent à travailler dans la voie si bien tracée.

Au XVII^e siècle

Seule la Justice Royale subsiste car les tribunaux ecclésiastiques ont été déchu et la justice seigneuriale ne s'occupe que des délits mineurs.

Henri IV en 1606 donnait des lettres patentes à Jean de la Rivière son premier médecin dans lesquelles il lui conférait le droit de nommer deux chirurgiens dans chaque ville pour faire les rapports des blessures, de mutilations ou de meurtres.

Colbert en 1670 confirme le précédent Edit par sa Grande Ordonnance Criminelle. Cependant tout médecin ou chirurgien peut-être commis en cas d'urgence. Le rapport médico-légal est écrit ou oral. Il est "La certification à la justice des lésions qui se trouvent avoir été faites au corps humain vivant ou mort". Il est dénonciatif, délivré sur requisition des parties par un chirurgien requis par ordonnance de l'autorité publique. Les chirurgiens commis accompagnaient le juge dans les levées de corps, auprès des blessés. Ils intervenaient dans les affaires de mœurs et d'avortement, dans les homicides, les morts suspectes accidentelles. Ils examinaient les femmes condamnées à mort qui se prétendaient enceintes, les femmes enceintes,

les femmes déflorées. Ils pratiquaient les autopsies. Au civil ils examinaient les galériens avant leur départ, donnaient leur avis dans les contestations d'honoraires médicaux et les accidents thérapeutiques.

Louis XIV, en 1692 modifie la nomination des experts.

- les autorités de la ville nomment les experts.
- la charge devient héréditaire et vénale.

Cependant c'est parmi ces médecins jurés que se recrutent les premiers maîtres de la médecine légale. Citons :

- Gendry d'Angers "des moyens de bien rapporter en justice".
- Devaux l' "Art de bien faire des rapports en chirurgie".
- Nicolas de Blegny "Doctrine des rapports".

Antoine Louis dont les travaux allaient donner à la médecine légale une grande importance.

"Certitudes des signes de la mort, sur les noyés, sur les moyens de distinguer sur un pendu les signes du suicide et de l' "assassinat". Le retentissement de ses consultations lors des affaires, Calas, Syrvén, Cassagneux, Baronet allaient mettre la médecine légale en valeur.

Cependant l'administration de la justice Royale reste bien différente de la nôtre. Il existe des juridictions multiples, les débats sont secrets, l'accusé est souvent privé de défenseur. Le pouvoir absolu pèse sur la magistrature et la torture complète ou remplace les preuves. Pourtant sous l'influence de grand courant philosophique du XVIIIe siècle les lois et leur esprit changent, le législateur s'efforce de combattre l'injustice.

- on renonce à l'indécent Congrès à la suite du scandale du procès du Marquis de Langey qui lors d'un premier mariage avait été déclaré impuissant après avoir subi l'épreuve du Congrès. En effet malgré son impuissance dûment constatée il avait eu neuf enfants de sa seconde épouse.

- le 8 Août 1773, le servage est aboli.
- le 1er Mai 1780, la question préalable et la torture sont interdites.

La période Moderne.

Avec la Révolution de 1789 qui lui donne droit de cité, la médecine légale devient une discipline active, elle va suivre l'évolution de la médecine et celle du droit et leur servir de trait-d'union.

Le 9 Octobre 1789, l'Assemblée Constituante modifie les modalités d'administration de la justice. Les débats seront publics, l'accusé sera assisté d'un défenseur, les pièces du procès communiquées à la défense et les jugements motivés. L'intervention médicale n'est pas obligatoire mais les progrès de la justice impliquent un recours plus fréquent au médecin légiste capable d'apporter des éléments de vérité objective et d'éclairer l'autorité judiciaire.

Nous allons rapporter quelques dates importantes :

- Les premières expérimentations médico-légales notoires sont faites par F. Chaussier (Travaux sur la viabilité, sur les blessures.
- En 1821 Orfila ouvre la voie de la Toxicologie scientifique. Les journaux remplissent leurs colonnes des discussions d'experts (Orfila, Chaussier, Raspail) dans l'affaire Castaing en 1823 : Empoisonnement de C. Ballet avec de l'acétate de Morphine. Affaire Lafarge en 1840.
- En 1842 Orfila sauve un innocent accusé de l'empoisonnement du Procureur Pralet par l'écide cyanhydrique en démontrant l'absence de ce poison chez la prétendue victime.
- Les affaires judiciaires retentissantes devaient défrayer la chronique et montrer l'importance sans cesse grandissante des expertises médico-légales.

- Assassinat de la Duchesse de Praslin en 1847.
- Affaire Brocardo en 1850.
- Affaires Stas, Danval en 1878.

Désormais il n'est plus un procès criminel qui ne mette en valeur le rôle des rapports médico légaux. C'est ainsi qu'Orfila, Tardieu, Brouardel eurent de leur temps une grande célébrité.

En 1862 à Montpellier, on trouve le cocher de Monsieur Armand ligoté dans une cave de la maison. Il ne peut parler et laisse accuser son patron. Le Professeur Tardieu démontre l'imposture du faux muet qui s'était ligoté lui-même.

En 1887 Le Professeur Brouardel procède à la levée de corps et à l'autopsie dans le triple assassinat de la rue Montaigne. Ses expertises accablent et font condamner Pranzini qui pourtant n'avouera pas.

L'autorité publique commence à se préoccuper non seulement de l'infraction mais aussi de la personnalité du coupable, et nous voyons apparaître les premiers médecins psychiatres experts à la barre des Tribunaux.

La médecine légale se préoccupe aussi de l'hygiène. Bientôt en son sein plusieurs disciplines nouvelles s'autonomisent : la Police scientifique qui s'attribue l'étude des indices biologiques ou non. Grâce aux travaux de Bertillon, du Professeur Balthazard, du Docteur Locard, elle s'enrichit de méthodes scientifiques générales pour l'identification des individus, des projectiles, des écritures au moyen du bertillonnage, de la dactyloscopie, l'identification des taches des sang, de sperme, d'urine etc...

La Toxicologie parallèlement aux progrès de la chimie s'individualise.

Issues de la médecine légale judiciaire naissent la médecine du travail, la toxicologie clinique, la médecine pénitentiaire, l'étude de la réparation juridique du dommage corporel.

La médecine légale auxiliaire de la justice en matière de biologie n'en conserve pas moins un rôle grandissant dans la mesure où l'autorité accorde plus d'importance aux preuves médicales pour rendre une justice plus humaine.

Deuxième Partie

Histoire des dépôts mortuaires de Paris.

I - LES MORGUES ANCIENNES

La Basse Géole du Châtelet.

Les responsables de l'administration de la ville de Paris ont dû au cours de son histoire se préoccuper du problème de la reconnaissance des noyés et de tous les cadavres trouvés sur la voie publique, victimes d'accidents ou d'attaques nocturnes. Il a existé divers dépôts mortuaires. On en signale un à Chaillot, un autre au Temple. Le plus important était celui du Petit Chatelet qui existait déjà au XIV^e siècle sous le nom de Basse-Géole.

Les corps étaient exposés au plus durant trois jours du fait de l'intensité de la putréfaction et étaient inhumés au cimetière des Innocents par les soins des soeurs de la Communauté de Saint-Catherine dont le couvent se trouvait rue des Lombards.

Les religieuses refusaient de porter en terre les corps des suicidés présumés. En 1494 la Maréchaussée voulut contraindre les religieuses à recevoir les suicidés. Celles-ci refusèrent, déclarant ne pouvoir leur donner sépulture qu'avec la permission de l'Evêque. On leur avait alors apporté un pendu pour être inhumé de la façon habituelle. Elles répondirent "que c'était grand pechier et grande faulte et grand esclandre, de contraindre les dictes réligieuses de mettre ung omicide la corde au col, en terre sainte, qu'elles

ne feraient ni recevraient aucunement sans avoir lettre de l'évêque". Le commissaire, qui se souciait peu du respect de la légalité, enfonça la porte, accompagné de deux cents sergents et entra avec le cadavre. Il fallut l'intervention des juges pour mettre fin au scandale.

Jusqu'au XVII^e siècle nous n'avons recueilli que des renseignements fort imprécis sur la morgue. A partir du début de ce siècle nous savons qu'elle était située au Petit-Chatelet dans une des caves de la prison.

Essayons de déterminer l'origine du terme morgue afin d'éclairer le rôle que cet établissement tint au cours des trois derniers siècles.

- Selon le dictionnaire de l'Académie en 1694.

"La morgue est un endroit situé à l'entrée d'une prison où l'on tient quelques temps ceux qu'on écroue afin que les guichetiers puissent les regarder fixement et les reconnaître".

Le terme de morgue a pour origine le verbe morguer ; ce qui signifie regarder fixement et avec orgueil. Dans chaque prison existait un cachot appelé morgue où les géoliers enfermaient les prisonniers nouvellement incarcérés et les regardaient fixement pour tenter de conserver le souvenir de leur physionomie en vue d'une éventuelle reconnaissance ultérieure. Il n'existait en effet à l'époque aucun des procédés actuels de recensement ou d'identification (fichiers, anthropométrie, etc...). La cave voisine servait en général à l'exposition des cadavres non identifiés et le même géolier tenait le registre d'écrou pour les vivants et les cadavres. Il était le géolier morgueur. Ainsi le terme de Basse-Géôle fut remplacé par celui de morgue.

- Selon le dictionnaire de l'Académie en 1718.

"La morgue est l'endroit au chastelet où les corps qu'on trouve morts sont exposés à la vue du public afin qu'on puisse les reconnaître".

La Basse-Géôle du Petit Chatelet se composait de deux pièces. Dans l'une d'elle on lavait les cadavres avec l'eau d'un puit qui selon le témoignage de Bonnardot (Iconographie du Vieux Paris) existait encore en 1840 dans la cour Pierre au Poisson. On puisait au même puit l'eau utilisée



au marché de la viande et du poisson et pour la toilette des cadavres. Dans l'autre pièce se trouvaient les corps. C'était un horrible lieu de misère, une cave infecte d'où s'échappaient les odeurs de putréfaction pour atteindre et envahir les salles du parlement et se répandre même dans la boucherie avec abattoir.

Les cadavres jetés les uns sur les autres attendaient que les parents, lanterne à la main vinssent les reconnaître. Ils étaient exposés nus et leurs effets étaient placés à leurs côtés.

A cette époque la morgue servait de dépôt où s'effectuait la reconnaissance des cadavres non identifiés qui y étaient portés, et, les spectateurs, fort friands de spectacles morbides s'y pressaient. C'était l'époque où les dames de la cour louaient et souvent fort cher une bonne place lors des scéances d'écartelement ou de supplice de la roue d'un assassin ou d'un régicide.

- La Basse Géôle du Petit Chatelet fut fermée le 17 Août 1804 et remplacée par la Morgue du Quai du Marché-Neuf dont nous allons évoquer l'histoire. Dans les morgues anciennes aucun enseignement médico-légal ne se donnait.

II - LA MORGUE DU MARCHÉ NEUF

- Philibert Delorme construisit en 1568 quai du Marché Neuf plusieurs boucheries ; l'une d'elle, un bâtiment ancien de deux étages fut aménagé et fort mal pour remplacer la morgue du Petit Chatelet qui venait d'être démolie sur arrêt du Préfet de Paris Dubois le 17 Août 1804. Remarquons que c'est la première fois que le mot morgue fait son apparition dans les actes administratifs. Dubois prescrivait au concierge qui était en même temps greffier d'inscrire, d'une manière claire et précise, la date de l'ar-



rivée d'un corps, son signalement, les vêtements, la cause présumée de la mort, l'endroit où il a été trouvé, la date de l'envoi, l'autorité qui l'a ordonné et la date de sortie".

L'emplacement de la morgue était mal choisi, laide et petite, elle était batie sur le quai du marché-neuf, presque à l'angle du Pont Saint-Michel. Elle s'étendait en profondeur le long du petit bras de la Seine. Certains lui trouvaient l'aspect d'un tombeau grec.

La façade s'ouvrait sur le quai par une porte cochère surmontée d'un drapeau. Un escalier conduisait à la berge et servait à hisser les noyés qui étaient apportés en bateau, constituant toujours un grand sujet de curiosité pour les habitants des maisons faisant face à la morgue. Dès qu'un cadavre arrivait, aux fenêtres se pressaient les curieux. Sur le quai lui-même des pitres, des joueurs d'orgue, des marchands ambulants se tenaient en permanence, tandis que les murs noirs de la morgue servaient aux marchands d'oiseaux à accrocher leurs cages.

La porte cochère franchie, on entraît dans un grand vestibule éclairé par le haut. Le vestibule était scindé en deux par une grande glace. La partie gauche constituait la salle d'exposition. Une curieuse gravure faite par un voyageur anglais montre qu'à l'origine les cadavres n'étaient séparés du public que par une simple grille, ce qui permettait à l'odeur de putréfaction d'envahir l'établissement. Déjà en 1825 les lithographies en couleur de Marlet montrent qu'une vitre a été placée pour clore la salle d'exposition. Cette dernière comprenait deux rangées de cinq tables ; ces tables de marbre noir, inclinées du côté du vitrage présentaient à leur extrémité supérieure une sorte de coussin carré en cuivre sur lequel reposait la tête du cadavre. Les cinq tables adossés au mur étaient destinées à recevoir les noyés ; au-dessus de chaque table, des robinets terminés par un tuyau en forme de pomme d'arrosoir et placés au-dessus de la tête des cadavres laissaient couler en permanence un filet d'eau fraîche pour entraver les progrès de la putréfaction. Les parties sexuelles étaient masquées au public par un petit carré de cuir ; une barre de fer garnie de crochets et fixée le long du plafond au-dessus des corps servait à accrocher les vêtements ; un châssis vitré au plafond



donnait air et lumière au local. Dans la salle réservée au public une balustrade de bois située à quelques distance du vitrage permettait aux visiteurs de prendre appui.

A droite de cette salle se trouvait le greffe et derrière celui-ci la salle d'autopsie, comportant deux tables dont l'une d'elle était garnie d'un appareil désinfectant. Derrière se trouvait la remise de la voiture ou plutôt du tombereau qui servait au transport jusqu'au cimetière des corps non reconnus, ainsi que le lavoir où une dalle de pierre recevait les cadavres qui devaient être exposés.

La salle des morts enfin étaient une toute petite salle voûtée, lugubre, renfermant quatre tables sur lesquelles on déposait les cadavres des individus reconnus ou ceux dont l'état de putréfaction rendait l'inhumation urgente. Les corps étaient recouverts de demi cylindres en toile métallique qui les mettaient à l'abri des insectes et des rats.

Au moment de l'installation de cette morgue le premier étage du bâtiment servait au logement du greffier, du garçon morgueur et de leur famille. Il arriva que les filles de ces membres du personnel installèrent un piano au-dessus de la salle d'autopsie. Jules Janin dans l' "ane mort" écrit. "Il arriva que le jour de la fête du gardien de la morgue, sa famille et ses amis réunis autour de sa table, on lui chantait des couplets fait pour lui. Il était tout ivre et de temps en temps il levait le rideau rouge de la salle à manger comme pour voir si l'on ne venait pas lui voler ses cadavres". Ce scandale ne cessa qu'en 1836. En effet de 1830 à 1836 on reconstruisit en partie l'édifice dont le premier étage fut rendu inutilisable et remplacé par un comble où il n'y eut plus qu'une chambre de garde pour le gardien de service de nuit.

La morgue du marché neuf fonctionna jusqu'en 1864. Le percement du boulevard Sébastopol la fit démolir et transférer à la pointe de la cité, au quai de l'archevêché.



III - LA MORGUE DU QUAI DE L'ARCHEVECHE

Cette morgue était située derrière l'abside de Notre-Dame sur un îlot de la cité réuni à cette île par un terrain formé de gravats et de décombres provenant de la construction de Notre-Dame. Elle fut construite de 1862 à 1864 par l'architecte Gilbert, membre de l'Institut. L'emplacement n'avait pas été choisi sans difficultés. En 1857 le conseil d'Hygiène désireux de placer la morgue le plus loin possible des habitations voulait la mettre Quai Saint-Bernard près de la halle aux vins. C'est finalement Haussmann qui fit le choix de l'emplacement situé derrière Notre-Dame de Paris.

C'était un bâtiment très simple formé d'un carré central flanqué de deux ailes. La façade principale faisait face au jardin de l'archevêché. Toute la construction était entourée de grilles. Aux extrémités droite et gauche se trouvaient les deux grilles mobiles donnant accès à la morgue après avoir traversé une petite cour triangulaire. Nous nous attarderons pas à décrire la morgue en détails, mais en signalerons simplement les traits les plus caractéristiques.

La salle d'exposition était une vaste salle séparée dans toute sa largeur par une cloison vitrée protégée par une barrière derrière laquelle circulait le nombreux public qui se pressait toujours à la morgue comme à un spectacle et examinait les corps exposés. Derrière la vitre douze dalles de marbres noir inclinées vers la salle réservée au public ou reposaient les cadavres dont la tête se trouvait sous un robinet d'eau froide.

Derrière cette salle d'exposition se trouvait la salle de réception des corps, sorte de hangar où on devait conduire les familles pour procéder aux reconnaissances des corps dans des conditions qui excluaient toute décence et toute idée de respect de la mort.

Cette salle contenait les vingt-six cases frigorifiques installées en 1878 sur l'initiative de Brouardel pour permettre de conserver les corps à moins seize degrés centigrades. Afin d'effectuer la reconnaissance d'un corps, les familles devaient se rendre dans la salle de réception des



cadavres et parfois se trouvaient cinq ou six cadavres que l'on soumettait au nettoyage ou à la mise en bière. Pendant ce temps d'autres corps arrivaient et leur déchargement se faisait en présence de familles et d'amis d'un défunt.

Cette morgue fut ouverte en 1864. On ne devait pas tarder à s'apercevoir de son insuffisance. Jusqu'en 1877 elle garda son rôle traditionnel : être le lieu d'exposition des cadavres inconnus. Mais elle devait aussi servir de local convenable pour les médecins légistes chargés des autopsies. Elle allait devenir en outre une école pratique pour l'enseignement de la médecine légale qui sous l'impulsion de Brouardel avait débuté en 1877. Il n'existait pourtant qu'une salle d'autopsie avec un très petit amphithéâtre de soixante places où se pressaient souvent plus de cent étudiants en médecine. En 1906 une seconde salle d'autopsie fut aménagée dans une courrette de la morgue. L'augmentation considérable du nombre des autopsies obligeait souvent deux médecins légistes à opérer en même temps. Le sol y était dallé, on avait installé un lavabo : c'était l'endroit le plus propre de l'établissement.

Après plusieurs transformations cette morgue pu recevoir trente-cinq à quarante cadavres en utilisant toutes les cases et toutes les tables des salles. En 1910 le nombre des corps atteignait soixante et lorsqu'une catastrophe amenait une surcharge aussi subite qu'imprévue, les moindres recoins étaient utilisés et les cercueils empilés les uns sur les autres atteignaient parfois le plafond.

En 1865 la morgue reçut 659 corps ; en 1910 près de 1600. C'est dire l'insuffisance de l'Etablissement qui de plus était dépourvu de laboratoires d'analyse. Un progrès avait été réalisé en 1878 sur l'initiative du Professeur Brouardel : ce fut l'installation de vingt-six cases frigorifiques permettant de conserver vingt-six corps et de lutter ainsi efficacement pour la première fois contre la putréfaction.

Jusqu'au 15 mars 1907 la morgue fut ouverte au public de huit heures à dix-huit heures. A partir de cette date, par arrêté le Préfet de Police décida que seules pourraient avoir accès les personnes qui avaient un intérêt à chercher un des leurs ou pouvant fournir des renseignements sur



l'identité d'une personne signalée disparue dont le corps pouvait être déposé dans la salle d'exposition. La morgue cessa alors d'être le lieu de rendez-vous des amateurs de spectacles morbides.

La morgue du quai de l'archevêché était vouée à disparaître pour être remplacée par l'Institut Médico-légal. Tous en réclamaient la destruction. Le Professeur Brouardel depuis 1882 ; MM. les Conseillers généraux Dausset et Lemarchand qui déclaraient en 1908.

"L'augmentation constante de la population, le nombre sans cesse croissant des crimes et des accidents, les progrès de la science, les dispositions de la législation concernant la médecine légale. La morgue que nous possédons quai de l'archevêché semble un défi porté aux lois les plus élémentaires de l'hygiène.

Les appareils frigorifiques destinés à la conservation des corps y sont notoirement insuffisants étant donné le nombre de cadavres qui sont journellement en dépôt, leur manipulation est dangereuse et expose les employés aux pires contagions, les locaux intérieurs sont d'une exiguité inconcevable notamment la salle d'exposition.

Au point de vue de l'enseignement de la médecine légale qui a pris en France une si remarquable extension ; l'amphithéâtre et la salle d'autopsie sont dignes d'un autre âge et ne répondent plus aux besoins des élèves et des médecins qui viennent de tous côtés suivre les leçons des éminents professeurs de la Faculté".

Mais aussi les amis du vieux Paris, les artistes, les étrangers.

Robida dans son livre " L'Ile de Lutèce " écrit sous le titre de "La pointe sinistre". "A la pointe de la cité, à l'endroit où la seine arrivant des provinces de Bourgogne et de Champagne, vient battre les vieilles fondations de Lutèce, et peut-être encore quelques restes des pieux des remparts Gaulois, devant la majestueuse abside de la Cathédrale, les fenestragés transparents, les arcs boutants d'énorme envergure, la flèche qui s'effile dans les nuages et les grosses tours hérissées de sculptures, apparaissant le matin dorées par les aurores ou sombrant dans la pourpre et le sang des soleils couchants ; c'est là qu'on mis comme premier plan à toutes ces splendeurs, de façon à ne pouvoir l'en détacher, la morgue, la maison sinistre des cadavres, des épaves de la Seine, ou de la rue, l'Hôtel des malheureux noyés ou assassinés".



"Aucune vue de Notre-Dame du côté de l'abside, ne peut-être faite sans que la morgue ne tienne en avant la plus grande place. Aucun tableau, aucun croquis, aucune photographie ne peut se passer de la morgue. Peintres, levez-vous et dites-le ; appelez les photographes en témoignage. Ceux-ci on les croira peut-être ! Il semble que l'objet principal de toute vue prise de la magnifique abside soit la morgue d'abord, la morgue spécialement, avec Notre-Dame par dessus le marché.

Le nouvel Institut Médico-légal réclamé de toute part devait en rien ressembler à l'ancienne morgue. Il n'en garda pas même le nom. Il ne devait plus inspirer la répulsion mais prouver son rôle d'établissement indispensable à l'Hygiène et à l'administration de la justice, et au maintien de l'ordre public.

IV - L'INSTITUT MEDICO-LEGAL

Depuis 1882 le Professeur Brouardel réclamait la disparition de la morgue quai de l'archevêché. Les difficultés budgétaires firent ajourner les divers projets présentés au conseil général jusqu'au jour où MM. DAUSSET et LEMARCHAND conseillers généraux exposèrent si éloquemment les insuffisances de l'établissement qu'ils obtinrent de l'assemblée départementale un vote de principe pour sa reconstruction. La construction du nouvel institut médico-légal fût confié à M. TOURNAIRE, architecte en chef du département et membre de l'Institut. Elle débuta en 1912 après que le département de la seine eut obtenu de l'Etat la promesse d'une participation de moitié aux dépenses. La guerre vint interrompre les travaux qui ne reprirent qu'en 1920.

L'Institut médico-légal devait remplir une série de fonctions

- assurer la conservation d'une centaine de cadavres pour parer aux nécessités des grandes catastrophes.
- présenter les meilleures conditions d'hygiène.



- posséder des laboratoires qui lui faisaient défaut à la morgue, et comprendre le laboratoire de Toxicologie égaré jusqu'alors dans les locaux de la Préfecture de Police.
- Posséder un amphithéâtre spacieux pour l'enseignement de la médecine légale et les démonstrations d'autopsie, une salle de travaux pratiques, un musée bibliothèque pour rassembler la littérature médico-légale et les pièces anatomiques nécessaires à l'enseignement.
- Traiter les corps avec décence.

Le point le plus délicat consistait à juxtaposer dans un même bâtiment trois services distincts sans créer entre eux aucune confusion ou juxtaposition.

- Le service administratif accessible au public, comprenant les bureaux du greffe, la salle de reconnaissance, les salles d'exposition des corps avant le départ du convoi funèbre, les salles d'attente des familles.
- Le service technique avec les cases pour la conservation des corps par le froid, la machine frigorifique, les salles d'autopsie ; les locaux du personnel de service.
- Le service d'enseignement constitué par l'amphithéâtre des cours ; les salles de travaux pratiques, les laboratoires, le musée bibliothèque.

Tous ces désirs furent réalisés. Non sans peine on parvint à aménager les lieux de telle sorte que le public n'a aucun contact avec le service technique ou le service d'enseignement, qu'il ne voit pas la manipulation des corps. De même les étudiants en médecine ont accès à des locaux qui leur sont propres sans perturber le service administratif ou technique.

L'Institut médico-légal est construit place Mazas sur l'emplacement circonscrit par la boucle du métropolitain, près du pont d'Austerlitz. Bâti sur un terrain incliné depuis le Pont d'Austerlitz jusqu'au quai de la Rapée,



il présente sur ce quai deux étages complets, alors que sur la façade un des étages est enfoncé en sous-sol. Un étage supplémentaire a été construit sur la façade pour le laboratoire de Toxicologie.

Au rez-de-chaussée se trouvent, groupés autour d'un atrium et d'une cour intérieure :

- les bureaux du greffe
- les laboratoires de médecine légale
- les salles d'autopsie et de photographie des corps
- le musée bibliothèque
- l'amphithéâtre des cours

Au sous-sol (en réalité rez-de-chaussée) sont groupées,

- les cases frigorifiques
- la salle des machines
- une salle d'autopsie réservée spécialement aux autopsies des corps putréfiés.
- une étuve pour la désinfection des vêtements
- une salle pour les scellés
- les salles d'exposition des corps, d'attente des familles
- le chauffage central
- les annexes du laboratoire

Etudions à présent en détails quelques services pour mieux nous rendre compte des progrès réalisés par la construction de l'Institut médico-légal par rapport aux anciennes morgues.

La salle de reconnaissance des corps.

Les cadavres sont montés par un ascenseur sur un chariot après avoir été nettoyés et recouverts d'un linceul. La pièce est divisée en deux parties par une cloison et les reconnaissances sont faites à travers une cloison vitrée. C'est dans cette même salle que sont présentés les vêtements des disparus. Cette salle est séparée du service technique par des portes à vitres dépolies de sorte que nul ne peut assister à la manipulation des corps.



Les services techniques

Ils sont constitués par les installations frigorifiques. Chaque corps est placé dans une bière étanche et introduit dans une case distincte. Il y a cent-trente cases. Il existe une petite salle annexe réservée aux contagieux et aux putréfiés. De vastes ventilateurs renouvellent l'air ambiant.

Les cadavres amenés par les services de police sont conduits dans une salle de réception, déshabillés et nettoyés. Les vêtements sont lavés, passés à l'étuve et ensuite mis sous scellés.

Les salles d'autopsie.

Sont au nombre de trois, l'une d'elle située au sous-sol est réservée aux cadavres putréfiés. Elles sont propres, claires, spacieuses, bien éclairées, possèdent chacune deux tables d'autopsie en lave, et une cuve à eau pour le nettoyage des viscères. Annexée aux salles d'autopsie il existe une salle de radiographie avec un laboratoire de développement. C'est là que les cadavres sont amenés pour subir les explorations radiologiques, artériographies, repérage des fractures, recherche des projectiles etc... Il existe aussi une salle d'anthropométrie pour l'identification des corps non identifiés.

Service d'enseignement et de recherche.

Pour la première fois la Faculté de médecine dispose de locaux en rapports avec les impératifs de l'enseignement de la médecine légale.

L'amphithéâtre des cours.

Il peut contenir 150 étudiants, assis avec une table devant eux leur permettant d'écrire, une table d'autopsie en lave émaillée avec cuve à eau et tablette pour exposition des viscères est vue de tous lors de l'autopsie. Un aménagement particulier a été réalisé. Les derniers rangs des gradins de l'amphithéâtre sont dotés de jumelles individuelles. Chaque élève peut malgré l'éloignement relatif de la table d'autopsie suivre un détail anatomique particulier. Ces jumelles sont montées sur une tige mobile sur pivot qui permet de les déplacer en tous sens. Un appareil de projection permet de montrer des vues ordinaires et microscopiques sur un écran cinématographique.



Les laboratoires de médecine légale.

possèdent des installations pour les recherches chimiques, histologiques, bactériologiques et physico-chimiques. On y trouve des paillasses de chimie avec hottes, installations à vide, à air comprimé, eau, gaz, électricité. Les salles de travaux pratiques peuvent contenir quarante élèves ayant chacun à leur disposition microscope, eau, gaz, électricité. Elles permettent les démonstrations et les manipulations de médecine légale, (examens de sang, de sperme, poils, dosages d'alcools, de toxiques etc...)

Le musée bibliothèque.

est un vaste local possédant de nombreuses vitrines destinées à recevoir les collections de pièces anatomiques relatives à la médecine légale, une galerie circulaire contient des rayons sur lesquelles sont rassemblés toutes les publications médico-légales anciennes ou récentes. Une grande table centrale est réservée aux utilisateurs de la bibliothèque.

La direction de l'Institut-médico-légal est confié au Professeur titulaire de la Chaire de médecine légale pour tout ce qui concerne l'enseignement et les recherches. Créé par Décret Présidentiel du 27 Janvier 1923 Paris possède pour la première fois un Institut médico-légal conforme aux besoins de l'hygiène, de la décence et des impératifs de la science et de la justice.



Troisième Chapitre

HISTORIQUE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA MEDECINE LEGALE A PARIS

I - FONDATION DE LA CHAIRE DE MEDECINE LEGALE A PARIS.

Durant la période qui couvre depuis le haut moyen âge jusqu'au XVI^e siècle l'enseignement de la médecine légale était inexistant. Au XVI^e siècle naît Ambroise Paré qui fût notre premier médecin légiste. Dans son ouvrage "Des rapports et des moyens d'embaumer les corps morts" publié en 1575 il mettait l'accent sur l'impérieuse nécessité d'instruire le jeune chirurgien sur la manière de rendre rapport en justice. Il traitait tous les principaux sujets de médecine légale (les asphyxies, la submersion, la pendaison, les délits sexuels, les signes de la mort, l'autopsie, l'art des rapports en justice).

Au XVIII^e siècle Antoine LOUIS (1723-1791) Professeur de chirurgie avait assuré un cours de médecine légale au Collège de chirurgie de Saint Côme. Le succès de ce cours fût tel que les professeurs de la Faculté de Médecine de Paris demandèrent la création d'une chaire de médecine légale. A Dijon, CHAUSSIER avait en 1789 lu devant l'Académie de médecine un mémoire intitulé "observations chirurgico-légales sur un point important de la jurisprudence criminelle". Le législateur reconnut alors l'importance d'un véritable enseignement régulier de la médecine légale.

L'histoire de l'enseignement de la médecine légale débute à la Révolution Française de 1789. Par le décret du 18 Août 1792 l'Assemblée législative supprime l'ancienne Faculté de médecine de Paris. Deux ans plus tard



la Convention Nationale par le décret du 14 Frimaire an III (1794) décide la création sur le Territoire Français de trois écoles de Santé, destinés à remplacer les anciennes Facultés de médecine. CHAUSSIER fût appelé à PARIS en 1794 et chargé avec FOURCROY d'établir le plan d'organisation d'une nouvelle "Ecole d'enseignement de l'art de guérir.

Le Décret du 14 Frimaire an III instituait comme un des douze enseignements de l'école de Santé de Paris "le cours de médecine légale et de l'histoire de guérir (1) Fondant ainsi la Chaire de médecine légale : les Professeurs étaient les citoyens LASSUS et MAHON. LASSUS était le Professeur titulaire, MAHON le professeur adjoint. En même temps furent créées les écoles de Santé de Montpellier et de Strasbourg. Mais seule l'école de Santé de Paris eut son Professeur de médecine légale.

- Le programme du cours figurant au décret comportait :

Article 1 : Prolégomènes sur l'origine et l'état de la médecine légale chez les anciens et chez les modernes jusqu'à nos jours, utilité et nécessité de cette science, sa division principale, examens des auteurs qui en ont traité, qualité et conditions nécessaires au médecin pour bien faire des rapports juridiques.

Article 2 : de l'impuissance

Article 3 : du viol de la virginité, de l'imprégnation

Article 4 : de la grossesse apparente

Article 5 : de la grossesse simulée

Article 6 : de l'avortement

Article 7 : de l'accouchement prématuré.

Article 8 : des naissances tardives

Article 9 : des maladies simulées

(1) "L'enseignement de la médecine légale était alors conjugué à celui de l'histoire de la médecine. Nous verrons au cours de ce travail comment son domaine tout en s'étendant s'est progressivement épuré pour prendre ses caractères actuels : enseignement de la médecine légale criminelle et civile, du droit médical et de la déontologie".



- art. 10 : du suicide et des signes que l'art fournit pour le distinguer de l'assassinat.
- art. 11 : du poison et de l'empoisonnement
- art. 12 : de l'infanticide
- art. 13 : des blessures en général
- art. 14 : des blessures de la tête
- art. 15 : des blessures de la poitrine
- art. 16 : des blessures du bas-ventre
- art. 17 : des blessures des extrémités
- art. 18 : des rapports en justice
- art. 19 : des devoirs des officiers de santé envers leurs concitoyens relativement à la salubrité de l'air etc... ou de la police médicale.
- art. 20 : des maladies contagieuses et épidémiques
- art. 21 : de l'asphyxie ; de toutes les causes qui peuvent la produire
- art. 22 : des sépultures prématurées
- art. 23 : des signes de la mort et des moyens d'en constater la certitude.

L'enseignement de la médecine légale était donc fixé par décret. De plus l'article 43 du Code d'Instruction Criminelle et l'article 27 de la loi du 19 ventose an XI organisait l'expertise médicale qui était réservée aux médecins ayant reçu les fonctions d'experts près des tribunaux. L'enseignement était alors théorique et ne comportait aucune leçon pratique.

Nous nous proposons d'examiner rapidement les modifications et les améliorations apportées à l'enseignement de la médecine légale depuis la création de la chaire de médecine légale à Paris par le décret du 14 Frimaire an III (1794) jusqu'à nos jours.

Pour ce faire nous énumérons les dates qui toutes se rapportent à un progrès dans l'évolution de la médecine légale ainsi que les Maîtres qui marquèrent la discipline par leurs recherches et leurs découvertes.



Vendemiaire an XIII. Le Professeur DUBOIS reçu l'autorisation de procéder à l'ouverture des corps pour pouvoir effectuer des expériences utiles au progrès de l'art de la médecine.

- 1826 - Le Docteur DEVERGIE (1798-1879) pourra autopsier tous les corps pour lesquels le Parquet n'aura pas délivré le permis d'inhumer. Se pratiquèrent alors les recherches sur la putréfaction dans l'eau, sur les asphyxies par le charbon, sur la submersion, sur la pendaison etc...

- 1834 - Le Docteur DEVERGIE institua des conférences pratiques de médecine légale pour les étudiants en Médecine à la morgue du Quai du marché-neuf. Son cours réunissait deux fois par semaine une trentaine d'élèves. Mais il fût interrompu après quelques mois de pratique.

- 1856 - Le Docteur FAURE reçoit la permission d'autopsier les noyés.

- 1864 - La morgue du quai du marché-neuf est fermée. Elle est remplacée par la morgue du quai de l'archevêché construite de 1862- à 1864.

- 1877-1878. Le Professeur BROUARDEL pratique de remarquables études sur la pendaison, la strangulation, la valeur des taches de TARDIEU. Il est chargé par le Ministre de l'instruction publique d'organiser un cours de médecine légale et des exercices pratiques pour les étudiants en médecine. Ce qu'avait tenté sans succès le Docteur DEVERGIE en 1834. Le 23 Décembre 1877 Le Professeur BROUARDEL pourra enfin organiser un cours auquel assisteront une centaine d'élèves. Ses cours et ses conférences pratiques devaient connaître un grand succès malgré les conditions défavorables dans lesquels ils se déroulaient.

A la morgue du quai de l'archevêché, l'amphithéâtre comportait trois rangées pour les auditeurs qui devaient se tenir debouts, serrés les uns contre les autres, au coude à coude. Le premier rang affleurait presque la table d'autopsie ; et c'est ainsi, que les auditeurs avaient la plupart du temps leurs vêtements et leur visage souillés par le sang ou les matières projetées lors de l'autopsie. L'aération de la salle ne pouvait se faire sans déterminer un violent courant d'air. Et c'est en général au milieu des odeurs de putréfaction que se poursuivait la démonstration du Professeur.



- 1878. Le Professeur BROUARDEL prend l'initiative de faire installer des machines frigorifiques à la morgue du quai de l'archevêché. Ainsi il peut pratiquer en 1883 des expériences sur la conservation des viandes par le froid et la résistance des Trichines à la congélation. Depuis 1882 il réclame le transfert des locaux d'enseignement de la morgue du quai de l'Archevêché dans un nouvel Institut médico-légal. Il n'y existait aucun laboratoire avec possibilité d'examens microscopiques. Les pièces anatomiques devaient être portées au laboratoire de la Préfecture de Police aux fins d'examens. L'amphithéâtre était trop exigu et mal ventilé. La morgue du quai de l'Archevêché était devenue un centre d'enseignement médico-légal important. Elle reçoit chaque année environ mille cadavres dont cinq-cent peuvent être autopsiés devant les élèves. Pour ces motifs chaque année de nombreux médecins étrangers viennent à Paris pour y acquérir des connaissances médico-légales.

II - REFORME DE L'ENSEIGNEMENT MEDICO-LEGAL

Du fait des progrès scientifiques, de la complexité des questions posées à l'expert, de la multiplication d'erreurs judiciaires rapportées à l'inexactitude de l'expertise médicale, le législateur se préoccupa à nouveau de l'expertise médico-légale et de l'enseignement de cette discipline.

- Le 29 Juin 1899 Monsieur CRUPPI député fait adopter par la chambre des députés un projet de loi sur la réforme des expertises médico-légales. Il mettait l'accent sur l'insuffisance de l'enseignement de la médecine légale.

La proposition de Monsieur CRUPPI est adoptée par la chambre le 30 Juin 1899.

L'article 2 de la Loi CRUPPI du 30 Juin 1899 stipule que :

- 1 - Tout Docteur en Médecine peut-être requis par l'autorité publique et doit son concours à celle-ci en cas d'urgence.
- 2 - Un certain nombre de Docteurs en Médecine seront spécialement désignés et inscrits sur les listes près les cours d'Appel pour prêter leurs concours à la justice : ce sont les médecins experts.



Est à nouveau mis en évidence l'obligation pour tout Docteur en Médecine d'avoir des notions suffisantes de médecine légale pour pouvoir répondre correctement aux besoins des instances judiciaires. Certains d'entre eux doivent recevoir une formation spéciale pour remplir les fonctions de médecins experts près les Tribunaux. L'enseignement doit être réformé, élargi, diversifié.

Il préconise :

- un enseignement théorique embrassant tous les problèmes de la médecine légale, des notions de déontologie-médicale.
- un enseignement pratique comportant des autopsies, des exercices de chimie et toxicologie.
- un enseignement de psychiatrie médico-légale théorique et pratique.

Le 22 Juin 1903

- Création du Diplôme universitaire de médecine légale et psychiatrie. Durée d'étude un an.

L'enseignement se répartissait ainsi :

a - Enseignement médico-légal

- . une part théorique avec un cours complet de médecine légale.
(submersion, pendaison, strangulation, infanticide, avortement, etc...)
- . un enseignement pratique :
 - autopsies
 - examens de blessés ou de victimes d'agression
 - recherches microscopiques, chimiques, toxicologiques.

b - un enseignement de Psychiatrie Médico-légale.

- théorique : cours de Psychiatrie.
- pratique : présentations cliniques à l'hôpital Sainte-Anne.



Cet enseignement était réservé à tous les étudiants en médecine de 5e année et aux Docteurs en Médecine désireux d'acquérir une compétence en médecine légale. Cet enseignement était sanctionné par un examen final réservé aux candidats du certificat d'études spéciales de médecine légale et Psychiatrie. Il comportait :

- une épreuve médico-légale théorique et pratique avec autopsie, examen d'un sujet, rédaction d'un rapport d'expertise.
- une épreuve de psychiatrie théorique et pratique avec l'examen d'un malade et rédaction d'un rapport.

Les cours de médecine légale étaient donnés à la morgue mais, du fait du manque de laboratoires, les travaux pratiques de chimie et de toxicologie étaient pratiqués au laboratoire de Toxicologie de la Préfecture de Police installé à la caserne de la cité, 2 Quai du marché neuf. D'autre part, les cours de Psychiatrie médico-légale avaient lieu à l'Infirmierie spéciale du Dépôt 3 Quai de l'Horloge et à l'Hôpital Sainte-Anne. L'enseignement de la médecine légale était réformé, codifié mais souffrait de l'absence de locaux suffisants et réunis en un seul bâtiment.

Décret Présidentiel du 10 Avril 1906.

(Journal officiel 12 Avril 1907)

Les médecins experts près les Tribunaux doivent avoir au moins 5 ans d'exercice de la profession médicale et être munis du diplôme de l'Université de Paris portant la mention "Médecine Légale et Psychiatrie".

- 1908. Publication du rapport sur la reconstruction de la morgue.
(Par les conseillers généraux DAUSSET et LEMARCHAND).

- Le conseil municipal décide de construire un nouvel Institut médico-légal, Place Mazas, en remplacement de la morgue du quai de l'Archevêché.

- 1912. Début des travaux de construction du nouvel Institut Médico-légal, place Mazas qui seront interrompus par la guerre de 1914-1918 et ne reprendront qu'en 1920.



- 27 Janvier 1923. Création par décret présidentiel de l'Institut médico-légal place Mazas.

Pour la première fois Paris possède un institut médico-légal digne de ce nom comme nous l'avons montré dans la description de l'Institut de médecine légale dans le chapitre précédent. L'enseignement va pouvoir être donné dans les meilleures conditions, d'hygiène, de place et avec des méthodes modernes. L'existence de salles d'autopsies bien équipées, d'un amphithéâtre, de salles de travaux pratiques vont permettre un enseignement convenable de la médecine légale et contribuer au rayonnement de l'Ecole Française de médecine légale dans le monde.

III - L'ENSEIGNEMENT EN 1968

L'Institut de médecine légale de l'Université de Paris créée en 1923 place Mazas rattache la Chaire de médecine légale de la Faculté de Médecine de Paris à l'Institut médico-légal pour tout ce qui concerne l'enseignement de la médecine légale et la recherche.

- Il assure l'enseignement de la médecine légale, du droit médical et de la déontologie à tous les étudiants en médecine de la Faculté de Médecine de Paris.

- Il dispense les enseignements post-universitaires suivants :

- a - Certificat d'Etudes Spéciales de Médecine légale (deux ans).
- b - Diplôme d'Etudes relatives à la Réparation juridique de dommage corporel (un an).
- c - Attestation d'études médicales relatives à la médecine pénitentiaire (un an).

- Il participe à l'enseignement

- a - du certificat d'Etudes Spéciales de Neuro-Psychiatrie (Chaire des maladies mentales et de l'encéphale de la Faculté de Médecine).



- b - du certificat de Criminologie, section des sciences criminelles.
(Institut de Criminologie de la Faculté de Droit de Paris).
- c - Du centre national d'Etudes Judiciaires (Ministre de la justice).
- d - de l'Institut de Police de la Préfecture de Police (Ecole Supérieure de Police).

- Il abrite

- a - Le secrétariat général de la Société Internationale de Criminologie.
- b - La société de Médecine légale et de Criminologie de France
- c - L'association Parisienne de Médecine Légale et de Criminologie clinique.

l'Enseignement de la Médecine Légale sous la Direction depuis 1962 du Professeur L. DEROBERT se divise en :

- 1 - Enseignement de la médecine légale, du droit médical et de déontologie,
obligatoire, réservé à tous les étudiants de 5e année de médecine.
L'arrêté du 27 Juillet 1966 a fixé les modalités de cet enseignement sanctionné par un examen écrit et oral obligatoire en fin d'année scolaire.
- Il comporte un enseignement théorique donné à la Faculté de médecine portant sur les principales notions de médecine légale (la mort, les asphyxiés, les blessures, etc...)
- . de Toxicologie
(oxyde de carbone, arsenic, barbituriques, alcools, toxiques etc...).
- . de droit médical
(secret médical, responsabilité, pensions, sécurité sociale etc...).
- . de déontologie
(code de déontologie, droit de guérir, euthanasie, etc...)



- un enseignement pratique donné à l'Institut Médico-légal où des étudiants répartis en séries de cent-cinquante assistent à plusieurs séances d'autopsie judiciaire commentées dans l'amphithéâtre, et à des séances d'enseignement dirigé.

Les connaissances qui sont données aux étudiants doivent leur permettre de faire face au cours de leur carrière médicale aux difficultés qu'ils pourront rencontrer, s'ils sont commis d'office pour effectuer une expertise médico-légale par une instance judiciaire du ressort de leur domicile.

II - LE CERTIFICAT D'ETUDES SPECIALES DE MEDECINE LEGALE.

Réservé aux étudiants ayant validé leur scolarité et aux Docteurs en Médecine désireux de se spécialiser en Médecine-Légale. Créé le 29 Juin 1903, il durait un an. Depuis l'arrêté Ministériel du 10 Juillet 1964, les études se répartissaient sur deux ans. De plus depuis 1954 date de la création de la Chaire de Neuro-Psychiatrie, Le certificat n'est qu'un C.E.S. (certificat d'études spéciales) de médecine légale.

Il comporte :

- a - Un enseignement théorique de médecine légale, de toxicologie, de droit médical et de déontologie plus complet que celui réservé aux étudiants de 5e année de médecine. Il envisage tous les problèmes posés aux médecins experts dans la pratique de leur profession.
- Un enseignement de Psychiatrie Médico-légale donné à l'Hôpital Sainte-Anne à la fois théorique et pratique.
- Un enseignement de criminologie, générale et de criminologie clinique.
- b - Un enseignement pratique avec la pratique :
 - d'autopsies judiciaires deux fois par semaine sous la responsabilité du Professeur titulaire et des autres enseignants.

- des Travaux Pratiques de médecine légale, de criminalistique et de toxicologie.
(études des taches de sang, de sperme, de méconium. Etude des poils, des os. Identification des armes, des projectiles etc... dosages d'alcool etc...)

On exige des postulants au certificat d'études spéciales de médecine légale une connaissance des méthodes de laboratoires dans leurs applications médico-légales et toxicologiques. D'autre part, ils s'exercent à la pratique des autopsies judiciaires et à la rédaction des rapports d'expertises.

L'enseignement est sanctionné à la fin de la première année par un examen de passage local et écrit, et en fin d'études par l'examen national du certificat d'études spéciales de médecine légale qui comporte :

1 - une épreuve écrite de :

- a - médecine légale
- b - législation
- c - toxicologie

2 - la rédaction d'un mémoire de médecine légale

3 - une épreuve pratique.

- une autopsie judiciaire avec rédaction d'un rapport
- une épreuve de technique médico-légale ou toxicologie avec rédaction d'un protocole.
- une épreuve d'expertise de dommage corporel avec rédaction d'un rapport.

4 - des épreuves orales :

- une épreuve de Psychiatrie médico-légale et criminologie clinique.
- de médecine légale judiciaire
- de toxicologie.

III - LE DIPLOME D'ETUDES MEDICALES RELATIVES A LA REPARATION JURIDIQUE DU DOMMAGE CORPOREL

L'augmentation sans cesse croissante des accidents de la voie publique, des accidents d'automobile avec un nombre important de victimes et de procès en réparation de dommages corporels a rendu nécessaire la création d'un diplôme d'études relative à la Réparation juridique du dommage corporel, afin d'instruire les médecins experts et les médecins des compagnies d'assurances, appelés à expertiser les victimes de ces accidents. Seule la France et Paris dispensent cet enseignement et délivre ce diplôme dont le programme est fixé par les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 Juillet 1962. Il est destiné aux médecins experts, aux médecins conseils des compagnies d'assurances et des caisses de sécurité sociale, aux médecins des commissions de réforme civile et militaire. L'enseignement dure une année.

Il est sous la responsabilité conjointe de :

- La Faculté de Médecine de Paris : Chaire de médecine légale, droit médical et déontologie.
- La Faculté de Droit de Paris : droit des assurances.
- Les compagnies d'Assurances.

Il comprend :

1 - Un enseignement théorique portant sur :

- Le Droit des Assurances sous la direction de Monsieur BESSON, Professeur de droit des assurances à la Faculté de Droit avec l'étude de la responsabilité civile, de l'assurance de responsabilité, de l'expertise en droit commun etc...
- La Pathologie des Séquelles du préjudice corporel et leur estimation sous la direction du Professeur DEROBERT, avec l'étude des séquelles des traumatismes crâniens, rachidiens, des membres, du thorax, etc...

2 - Un enseignement pratique et dirigé comportant des stages dans des services hospitaliers permettant l'assistance à des expertises médicales, à des contrôles de sinistres.

Les études sont sanctionnées chaque année par un examen comportant :

- des épreuves écrites et orales de droit et de pathologie médicale.
- la rédaction d'un mémoire portant sur un problème concernant le dommage corporel et son estimation.

IV - ATTESTATION D'ETUDES MEDICALES RELATIVES A LA MEDECINE PENITENTIAIRE.

Crée par arrêté ministériel du 12 Juillet 1965, l'enseignement dure un semestre. Il se compose d'une partie théorique relative à l'étude des problèmes médicaux posés par l'individu en milieu carcéral et un cours d'administration médico-pénitentiaire, et d'une partie pratique comportant des stages dans des services cliniques pénitentiaire de Paris et de la région parisienne. Les étudiants ayant validé leur scolarité et les Docteurs en médecine sont autorisés à suivre ces cours sanctionnés par une attestation d'études.

Bénéficiant de tous les progrès de la science, la médecine légale s'est considérablement développée et enrichie depuis ses origines, afin de permettre au médecin expert d'être un auxiliaire compétent de la justice.

IV - LES PROFESSEURS TITULAIRES DE LA CHAIRE DE MEDECINE LEGALE.

Evoquons à présent les différents Professeurs de Médecine légale qui furent titulaires de la Chaire de Médecine Légale depuis sa création, le 14 Frimaire an III (1794) jusqu'à nos jours.

LASSUS (1741-1807)

- occupa la Chaire fort peu de temps en 1795 lors de sa création.

MAHON (1752 - an IX)

- Adjoint de LASSUS en 1795 fut le véritable premier Professeur de Médecine Légale et il écrivit un traité de Médecine Légale et de Police Médicale.

LE CLERC

- lui succéda de 1801 puis SUE de 1808 à 1816.

A la mort de SUE en 1816, Royer COLLARD, médecin en chef de la maison Royale de Charenton, est nommé Professeur de Clinique de perfectionnement, mais demande à permuer pour la Chaire de médecine-légale qu'il occupe de 1816 à 1819, époque à laquelle il prit la chaire de pathologie spéciale consacrée aux maladies mentales nouvellement créé.

On proposa alors à CHAUSSIER de quitter la chaire d'anatomie afin de prendre la responsabilité de celle de médecine-légale. Il déclina l'offre et la Faculté désigna à nouveau ROYER-COLLARD. Le jour même se présentaient contre lui HUSSON, PELIETAN, ORFILA, RULLIER, PARISSET, MARC et ESQUIROL. La commission de l'enseignement devait nommer ORFILA le 1er Mars 1819. Il professa jusqu'au 21 Novembre 1822 où à la suite d'incidents lors d'une séance solennelle de rentrée à la Faculté une ordonnance supprima celle-ci.

Il s'agissait en fait d'une épuration des Professeurs impériaux par le gouvernement Royal.

La Faculté fut réorganisée. Onze Professeurs mis à la retraite. Les Chaires de bibliographie médicale, d'histoire de la médecine et des maladies mentales furent supprimées. ROYER COLLARD reprit la Chaire de médecine légale de 1823 à 1825, mais ne laissa aucun travail médico-légal notable.

- ORFILA

- Fût par contre le premier grand Maître de la Médecine-Légale, chimiste, élève de VAUQUELIN, il créa la Toxicologie médico-légale et donna à la médecine légale une de ses véritables orientations. Ses recherches expérimentales, les affaires criminelles retentissantes pour lesquelles il fut commis, (l'affaire MERCIER, l'affaire LAFARGE qui l'opposa à RASPAIL) consacrèrent l'importance de la Toxicologie naissante.

Il laissa un "Traité de médecine-légale". Paris 1836 (éditions BECHET), et un remarquable "Traité des Exhumations juridiques" en 3 tomes édité en 1836 aux éditions BECHET.

- ADELON

- dirigea la Chaire de 1826 à 1861. Mais c'était un physiologiste fort renommé, il fut nommé Professeur Agrégé d'office lors de la création de l'agrégation en 1823. Il ne laissa qu'un programme du cours de médecine légale. La Chaire perdit de son prestige tandis que DEVERGIE et OLLIVIER d'ANGLES acquéraient une grande renommée. C'est à DEVERGIE que l'on doit en 1834 l'initiative des séances pratiques de médecine légale aux étudiants en médecine.

- TARDIEU

- occupa la Chaire de 1861 à 1879, clinicien et hygiéniste, il ouvrit un nouveau champ d'investigations à la médecine-légale. Il étudia la médecine légale en physiologiste, en anatomopathologiste. Il fut expert dans les affaires Contyde-la-Pommerais, ARMAND, Victor Noir. Il fit éditer en 1875 une étude médico-légale et clinique sur l'empoisonnement (BAILLIERE & FILS).

- BROUARDEL

- lui succéda en 1879 et dirigea la Chaire jusqu'en 1906. Sous son autorité le rayonnement de la médecine légale fut intense. Il n'est pas, en effet, un sujet de médecine légale que BROUARDEL n'étudia en détail

d'une façon magistrale. Son immense travail est encore à la base de toute étude médico-légale. Il fit de plus oeuvre d'Hygiéniste. C'est à lui que l'on doit l'enseignement de la médecine-légale dans son esprit actuel. En effet, à part le timide essai de conférences pratiques de médecine légale tenté par DEVERGIE en 1834 à la morgue du quai du Marché-Neuf. L'enseignement n'était que théorique. C'est BROUARDEL qui le 23 Décembre 1877 débuta les cours pratiques de médecine légale à la morgue du quai de l'Archevêché. Il avait obtenu l'autorisation de pratiquer trois fois par semaine des autopsies judiciaires devant les étudiants. Ces séances eurent une extraordinaire renommée. Il compléta cet enseignement par des travaux pratiques de laboratoire et adjoignit à la Chaire de médecine légale un laboratoire de toxicologie. Enfin inquiété par l'insuffisance de certains médecins experts, il conçut la création d'une école de perfectionnement médico-légal destiné à former des spécialistes. Ce fut la création de l'institut médico-légal et de psychiatrie. BROUARDEL avec ses leçons sur l'exercice légal et illégal de la médecine. La responsabilité médicale, le charlatanisme, le secret médical, la déontologie, les accidents du travail montra enfin le rôle social de la médecine légale.

- THOINOT (1906-1915)

- Succéda à BROUARDEL et continua son oeuvre dans le même esprit.

"A qui vient après ORFILA, TARDIEU et BROUARDEL disait-il dans sa leçon inaugurale, une seule chose convient la modestie. Je tâcherai de faire de mon mieux et n'ai qu'une ambition, c'est que celui qui viendra peut-être un jour dans cet amphithéâtre me rende le devoir que j'ai rendu à mes prédécesseurs, dise de moi que j'ai aimé la médecine légale, que je l'ai enseignée consciencieusement et que l'éclat de ces dévanciers m'interdisant le premier rang j'ai occupé convenablement le second".

Cependant THOINOT laissa de très importants travaux sur les attentats aux moeurs, les accidents du travail et il fit éditer en 1913 aux (éditions DOIN) un précis de médecine légale.

- BALTHAZARD

- occupa la Chaire de 1919 à 1941. Il laisse une oeuvre considérable. Ancien élève de l'école Polytechnique et devenu secondairement Docteur en médecine puis Professeur de la Chaire de médecine légale, il a donné un

lustre à la médecine-légale que les années et les travaux modernes n'ont pas altérés. Il devait s'illustrer par ses recherches sur l'intoxication par l'alcool et par l'oxyde de carbone, ses études sur les os de fœtus, les poils, les poumons de nouveau-nés. Il établit plus particulièrement encore les méthodes de l'identification dactyloscopiques, des projectiles, d'armes à feu et de ces armes elles-mêmes.

- DUVOIR (1941-1949)

- donna une nouvelle orientation à la médecine légale en s'occupant de la toxicologie clinique et de la médecine du travail.

- En 1949 la Chaire de médecine légale qui s'appelait alors Chaire de médecine Légale et de médecine du travail fut scindée en deux. DUVOIR devint titulaire de la Chaire de médecine du travail nouvellement créé.

- PIEDELIEVRE (1949-1962)

- devint professeur titulaire de la chaire de médecine légale. Elève du professeur BALTHAZARD, on lui doit de très nombreuses recherches expérimentales sur les blessures par projectiles d'armes à feu, sur le diagnostic des blessures anté et post-mortem, sur la submersion intra-utérine. Il fut Président de l'Ordre National des médecins, et étudia particulièrement les problèmes de morale et de déontologie médicale. Expert de grande renommée, il s'illustra dans de très nombreuses affaires judiciaires.

Il fut remplacé en 1962 par le Professeur L. DEROBERT, titulaire actuel de la Chaire de médecine légale, droit médical et déontologie.

A la date où nous soutiendrons cette thèse, nous ne sommes pas en mesure d'aborder les possibilités de modification que cet enseignement subira au cours des années à venir à la suite de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 Novembre 1968.

C O N C L U S I O N

Au cours de ce travail consacré à l'étude de l'Histoire de l'enseignement de la médecine légale, dans un premier chapitre nous avons retracé brièvement l'histoire de la médecine légale en France du Moyen-Age à nos jours. Elle peut se diviser en deux périodes. Une première période médiévale où le médecin n'est qu'un auxiliaire modeste de l'autorité publique. Les modalités d'applications de la justice sont diverses et prennent peu en considération les avis des hommes de l'art. CHARLEMAGNE au VIII^e Siècle décide de demander l'avis du médecin en matière criminelle. En fait il faut attendre le XIII^e siècle avec ST LOUIS, puis voir créer la charge de médecin ou de chirurgien juré. Les experts choisis, parmi les membres les plus respectables de leur profession ne pratiquaient ni autopsie, ni contre expertise, leur rapport était oral et ils ne recevaient aucune formation spéciale.

Au XVI^e siècle François 1^{er} en 1536 dans l'Edit de Valence fixe les dispositions relatives aux expertises judiciaires précisant le caractère impératif de l'intervention du médecin juré dans les procès criminels et la nécessité de l'autopsie. Pourtant le médecin expert devra contre son gré se livrer à de curieuses pratiques judiciaires comme le procès contre les morts, la cruentation des cadavres, la pratique du Congrès et de faire parfois le complice efficace du bourreau lors de la question des inculpés. Ambroise PARE né en 1509 fit le premier ouvrage de médecin légiste et publie en 1575, un ouvrage "Des rapports et des Moyens d'embaumer les corps morts" où il traitait déjà les principaux problèmes médico-légaux.

Au XVIII^e siècle, le rôle du médecin juré est bien défini, mais tout médecin peut être requis par l'autorité publique en cas d'urgence.

La deuxième période de l'histoire de la médecine légale débute à la Révolution de 1789 et dure jusqu'à nos jours. Suivant l'évolution des sciences, celle du droit, et de leur servant de trait d'union, elle se développe, s'enrichit, devient positive. Les modalités d'application de la justice se modifient. Le médecin expert est de plus en plus sollicité par l'autorité publique. Désormais il n'est plus un procès criminel qui ne mette en valeur le rôle de l'expertise médico-légale ; c'est la naissance de la toxicologie, celle de la Police scientifique, celle de la criminologie. Le médecin légale auxiliaire de la justice en matière biologique n'en conserve pas moins un rôle grandissant dans la mesure où la justice accorde plus d'importance aux preuves médicales qui viennent renforcer ou remplacer celles qui résultent du témoignage ou de l'aveu.

Le second chapitre a été consacré à l'étude historique des différents dépôts mortuaires de Paris au cours de cinq derniers siècles. Dans ces établissements les médecins légistes soumis à des conditions de travail souvent inhumaines firent progresser les connaissances médico-légales. Du XIV^e siècle au 17 Août 1804 date de sa fermeture, la Basse Géole du Châtelet fut le dépôt mortuaire de Paris. C'était un horrible lieu de misère, une sorte de cave infecte située à côté de la prison. Les cadavres trouvés sur la voie publique étaient déposés là en attendant leur identification et leur inhumation par les soins des soeurs de la communauté de Sainte-Catherine. La Basse-Géole n'avait aucun rôle médico-légal. Elle fut remplacée en 1804 par la morgue du Quai du Marché Neuf.

En plus de son rôle traditionnel de dépôt mortuaire ouvert au public pour l'identification des cadavres inconnus, la morgue du Quai du Marché Neuf marqua un progrès sensible dans l'enseignement de la médecine légale. En 1834 le Docteur DEVERGIE institua des conférences pratiques de médecine légale pour les étudiants en médecine de Paris. Mais son cours fut interrompu après quelques mois de pratique.

En 1864 la morgue du Quai du Marché Neuf fut fermée et remplacée par la morgue construite Quai de l'Archevêché. Le Professeur BROUARDEL malgré des conditions défavorables va pratiquer de remarquables travaux médico-légaux, faire installer des machines frigorifiques et surtout instituer en 1877 des conférences pratiques de médecine légale à l'usage des étudiants en médecine

et des médecins. Malgré son exiguité son manque d'Hygiène, son absence de laboratoire, la morgue du Quai de l'Archevêché va jouer un rôle important dans le développement de la discipline médico-légale.

Ne répondant plus aux besoins de l'hygiène, aux progrès scientifiques, aux exigences de l'enseignement de la médecine légale elle sera fermée en 1923, et remplacée par l'Institut Médico-légal, 2 place Mazas.

Cet établissement possède des laboratoires qui faisaient défaut à la morgue du Quai de l'Archevêché, des salles d'autopsie correctes, un amphithéâtre spacieux pour l'enseignement de la médecine légale, des salles de travaux pratiques. La disposition des lieux est conçue de telle sorte que le public n'a aucun contact avec les services techniques ou d'enseignement, de même que les étudiants ont accès à des locaux qui leur sont propres sans perturber les autres services.

Paris possède pour la première fois un Institut Médico-Légal conforme aux besoins de l'hygiène, de la décence et des impératifs de la science et de la justice.

Le troisième chapitre a retracé l'historique de l'enseignement de la médecine légale à Paris depuis la Fondation de la Chaire de Médecine Légale jusqu'à nos jours (arrêté du 27 Juillet 1966).

La Chaire de Médecine légale fut fondée par le décret du 14 Frimaire an III (1794) de la Convention Nationale. Le législateur révolutionnaire avait reconnu l'importance d'un enseignement régulier de la médecine légale obligatoire pour tous les médecins afin qu'ils soient en mesure de renseigner l'autorité publique en cas de besoin. De théorique qu'il était à sa création l'enseignement va se doubler de leçons pratiques sous l'impulsion du Professeur BROUARDEL en 1877, se modifier, se codifier, se réformer progressivement du fait de l'évolution des sciences.

Après avoir énuméré les principales dates qui toutes marquèrent un progrès dans l'évolution de la médecine légale et de son enseignement : Loi CRUPPI du 30 Juin 1899 reformant l'enseignement de la médecine légale ; 22 Juin 1903 création du diplôme universitaire de médecine légale et psychiatrie ; le 27 Janvier 1923 création de l'Institut Médico-Légal. Nous avons

étudié l'enseignement dispensé par la Chaire de médecine légale, droit médical et déontologie en 1968, composé d'un enseignement obligatoire pour tous les étudiants en 5e année de médecine et d'un enseignement plus complet réservé aux médecins désireux d'acquérir une compétence en médecine légale pour devenir médecins experts près les Tribunaux. La création en 1962 d'un enseignement relatif à la réparation juridique de dommages corporels.

Nous avons enfin évoqué les Professeurs titulaires qui se sont succédés à la tête de la Chaire de médecine légale depuis sa fondation en 1794 jusqu'à ce jour, lui donnèrent un essor important et contribuèrent à son développement.

Vu, le Président de Thèse :

Pr L. DEROBERT

Vu, le Doyen de la Faculté :

Pr G. BROUET

Vu et Permis d'Imprimer
le Recteur de l'Académie de Paris

J. ROCHE.

BIBLIOGRAPHIE

1 - BALTHAZARD V.

Titres & Travaux Scientifiques.
Baillièrè & Fils 1904.

2 - BALTHAZARD V.

Titres & Travaux Scientifiques.
Baillièrè & Fils 1919.

3 - BALTHAZARD V.

Les morgues Parisiennes et le nouvel Institut Médico-Légal
(Annales de médecine légale, de criminologie et de Police scientifique N° de Janvier et Juin 1923. Baillièrè & Fils).

4 - BARIET & COURY

Histoire de la Médecine.
Fayard 1963.

5 - BROUARDEL

Projet de déplacement de la morgue.
Baillièrè & Fils.

6 - BROUARDEL

Rapport au Procureur de la République pour la réforme de la
médecine légale (8 octobre 1878).

7 - BROUARDEL, JOFFROY, THOINOT

Réforme de l'enseignement médico-légal 20.12.1899
Imprimerie LEMALE.

8 - CHAIRE DE MEDECINE LEGALE, droit Médical et Déontologie
Programmes d'enseignement 1967-1968.

9 - CHAUSSIER M.F.

Les Considérations médico-légales - Paris 1824.

10 - COURY

Histoire de l'enseignement de la Médecine. 1968. Expansion.

11 - DAUSSET & LEMARCHAND

Rapport sur la reconstruction de la Morgue Paris.
Imprimerie Municipale 1908.

12 - DEROBERT L.

Cours de Médecine Légale
Polycopie A.G.E.M.P.

13 - DEROBERT & MICHON

Estimation médico-légale du dommage corporel (médecine légale
et dommage corporel).
Baillièrè & Fils - Tome I n° 1 Janvier 1968.

14 - DEROBERT L.

Historique de la Société de Médecine Légale et Criminologie.
Baillièrè & Fils. 1969.

15 - ENQUETES ET DOCUMENTS RELATIFS A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.

Facultés de Médecine. Enseignement de la médecine légale.
Imprimerie Nationale 1900.

16 - FALLIERES A.

Décret du 10 Avril 1906.
Journal officiel du 12 Avril 1907.

17 - GAVINZEL

Etude sur la morgue au point de vue administratif et médicale.
Baillièrè & Fils 1882.

18 - MICHON R.

La médecine légale dans la vie moderne.
Presse médicale 10 Février - N° 7 (HASSON).

19 - PIEDELIEVRE R.

Souvenirs d'un médecin-légiste.
Flammarion.

20 - PIEDELIEVRE R.

Leçon inaugurale 22 Mars 1947.
Imprimerie Creté-CORBEIL.

21 - PIEDELIEVRE R.

Le nouvel Institut Médico-Légal de l'Université de Paris -
Juin 1923.

22 - PLANQUES

La médecine légale judiciaire. Presses universitaires de France.
"Que sais-je".

23 - SCHAUB S.

De l'apport de la phlébographie cérébrale à l'autopsie médico-
légale.
Thèse 1966.

24 - SIMONIN C.

La médecine légale judiciaire.
3e Edition - 1 volume. MALOINE Editeur - Paris.

25 - SOQUET P.

Historique de la morgue et contribution à l'étude de sa statis-
tique de 1885 à 1915.
Thèse 1918. Paris Jouve & Cie. Editeurs.

26 - THORWALD Jürgen

La grande aventure de la Criminologie.
Albin MICHEL.

27 - VACHER J.

Leçon inaugurale. 16 Novembre 1961
Revue Médicale de Tours 3e année, n° 21. Janvier 1962.

28 - VAULTIER R.

Les origines de la médecine légale Française.
Presse Médicale. Supplément n° 35 mai 1958, Masson.

TABLE DES MATIERES

Plan de la Thèse

I - Introduction

II - Premier Chapitre

Rappel Historique à propos de l'histoire de la médecine légale en France.

1) Période médiévale

- Le XIIIe siècle
- Les XIVe, XVe et XVIe siècles.
- Le XVIIe siècle

2) Période moderne.

III - Deuxième Chapitre

Histoire des dépôts mortuaires de Paris

1) La basse Gôle du Châtelet

2) La Morgue du Quai du Marché Neuf

3) La Morgue du Quai de l'Archevêché

4) L'Institut Médico-Légal.

IV - Troisième Chapitre

Historique de l'enseignement de médecine légale à Paris.

1) Fondation de la Chaire de Médecine Légale

2) Réforme de l'enseignement

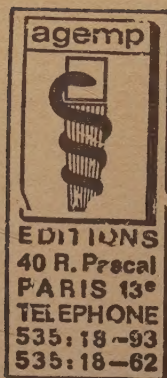
3) L'enseignement en 1968

4) Les Professeurs titulaires de la Chaire de Médecine Légale.

V - Conclusion

VI - Bibliographie

VII - Table des Matières.



EDITIONS
40 R. Prescal
PARIS 13°
TELEPHONE
535:18-93
535:18-62